

# LA FÊTE EN IMAGES

pages 9 à 13

## LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 457 - 4 juin 1977 - prix : 3 F

Fruits et légumes :  
cinéma et  
impuissance  
gouvernementale  
p.4

**ESPAGNE  
EVA FOREST  
LIBÉRÉE :**

**les manœuvres  
pré-électorales  
de Juan Carlos**

p.3 et 7

**RHODESIE :**



**les assassins du dernier  
quart d'heure**

p.20

**ANTILLES :**  
**mécontentement  
et combativité  
des travailleurs**

p.4



**LES  
ORGANISATEURS  
DU  
CHÔMAGE**

p.3



## dans le monde

- Page 6 :  
— URSS : un oppositionnel juif risque la peine de mort.  
— La contestation en Pologne : une nouvelle étape.  
Page 7 :  
— Portugal : Derrière le Parti Socialiste, la droite se place en attendant son heure.  
— Espagne : Derrière Juan Carlos, l'armée arbitre suprême.  
Page 8 :  
— Maroc : expulsés pour délit d'opinion.  
— Egypte : le procès des pauvres.  
— Tiers monde : les conférences passent, les problèmes restent.  
— Les manifestations contre la dictature au Brésil.  
Pages 20 :  
— Angola : rivalités au sommet, répression dans les bidonvilles.  
— Rhodésie : les assassins du dernier quart d'heure.  
— Exécution en Afrique du Sud.

## en France

- Page 4 :  
— Fruits et légumes : cinéma et impuissance.  
— Aux Antilles : mécontentement et combativité des travailleurs.  
Page 5 :  
— Le CERES : une opposition utile à Mitterrand.  
— Actualisation du Programme commun.  
Page 14 :  
— Rouge appelle à l'aide.  
— Lu avec intérêt.  
Page 15 :  
— Le « complément familial » : une combine électorale financée par les cotisations des salariés.  
— Les maîtres-auxiliaires en lutte.  
— Se dorer avec la pilule.  
Page 16 :  
— L'amiante tue : un douzième mort chez Amisol, à Clermont-Ferrand.  
— Retraite à l'économie ou temps de vivre.

PAGES 9 A 13 :  
— LA FETE EN IMAGES.

## culture et loisirs

- Page 17 :  
— Livres : L'avènement du bolchévisme, de Léon Trotsky ; Le pont inachevé, de Manès Sperber ; Construire un feu et Histoires de la boxe, de Jack London ; L'affaire Alata.  
Page 18 :  
— Sacco et Vanzetti, aux Dossiers de l'écran.  
Page 19 :  
— Films : Ben et Benedict ; Le dernier baiser ; Carrie.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :  
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## A propos de Vincennes : une campagne démagogique

Depuis la déclaration fracassante de Mme Saunier-Seïté, affirmant que les responsables de la faculté de Vincennes laissent s'y développer un trafic de drogue important et proclamant que l'université de Vincennes était « l'exemple parfait de gestion et de domination du Parti Communiste dans les enseignements supérieurs », on assiste à une véritable campagne de presse sur les trafics de drogue à Vincennes. Le Figaro titrait même : « Paris VIII, une université tuée par une overdose ».

En fait, si la faculté de Vincennes a toujours eu du mal à vivre et si elle est maintenant sur le point de mourir, ce n'est nullement à cause de la drogue, mais bien plutôt à cause de la politique du gouvernement.

Dès sa création en 1969, Vincennes fut considérée comme une université pilote. On peut y entrer sans avoir le baccalauréat ; il existe des cours du soir destinés principalement aux salariés ; de nouvelles méthodes pédagogiques ont été instaurées...

Créée à la va-vite par le gouvernement, pour faire semblant de répondre aux revendications des étudiants en 1968, l'université de Vincennes a toujours été très mal

vue par les autorités gouvernementales. Dès le début, par manque de crédits, l'université se trouvait confrontée à des problèmes insurmontables et le personnel était payé avec des mois de retard. Faute de locaux suffisants (chaque étudiant dispose de 0,9 mètre carré), des cours sauvages étaient organisés dans la rue ou dans le métro.

Le gouvernement essaye depuis longtemps d'entraver le fonctionnement de cette université et cela fait plusieurs années que la presque-totalité des licences décernées par Vincennes ne sont plus reconnues comme pouvant servir à l'enseignement, c'est-à-dire que les étudiants reçoivent des titres aussi honorifiques qu'inutiles.

L'année prochaine, l'université doit quitter Vincennes pour aller à Marnes-la-Vallée, malgré l'opposition des étudiants et du personnel qui y travaille. Le gouvernement, par l'entremise d'Alice Saunier-Seïté a trouvé le prétexte voulu avec cette affaire de trafic de drogue.

Car il s'agit bien d'un prétexte. Le gouvernement a été mis au courant du trafic il y a plusieurs mois, précisément par le président de cette université que Saunier-

Seïté attaque aujourd'hui. La drogue n'est d'ailleurs pas l'apanage de Vincennes, même si elle a pu y prendre une extension particulière.

Mais le prétexte est trop bon pour que le gouvernement ne s'en saisisse pas, afin de faire hypocritement passer sa décision de fermer Vincennes pour un haut fait de la lutte contre la drogue.

Et puis, c'est aussi une bonne occasion pour lui de s'attaquer au président de l'université de Vincennes, qui est membre du PCF. A quelques mois des élections, voilà qui intéresse nos grenouilleux professionnels. Hier, ils menaient campagne contre la politique dans les lycées. Aujourd'hui, ils montent en épingle la situation à Vincennes. La campagne électorale est commencée et les coups volent bas...

Alice Saunier-Seïté n'hésite pas à pratiquer la calomnie en amalgamant dans ses discours le PCF et le trafic de drogue. Il s'agit aussi, pour les membres du gouvernement, de regagner le terrain perdu et de rattraper Chirac sur le terrain de l'ordre et de l'anti-communisme afin de rameuter tout ce qu'il y a de plus réactionnaire dans l'électorat. Joëlle GERARD.

## L'épouvantail gauchiste fera-t-il encore recette ?

Dans la nuit du 12 au 13 mai la police, au cours d'une opération de contrôle de routine (selon ses dires), arrêtait trois jeunes : Michel Lapeyre, 22 ans, fraiseur, Frédéric Oriach, agent hospitalier, 24 ans, et Jean-Paul Gérard, ouvrier relieur, 24 ans. Toujours d'après la police, ces trois personnes, qui sont d'anciens militants de la Gauche Prolétarienne, auraient été porteurs de pistolets de gros calibre, dont deux auraient servi à des assassinats ou des tentatives d'assassinats politiques : celui de Tramon, celui de l'ambassadeur de Bolivie en mai 1976 et celui de l'attaché militaire espagnol en oc-

tobre 1975. Rien moins que cela. Ce que nient les inculpés. Et il faut bien dire que les déclarations policières qui ont accompagné les communiqués de la brigade judiciaire rendent pour le moins suspects de telles affirmations. « Ils sont très organisés et très méfiants » ont déclaré les policiers aux journalistes. Méfiants ? Au point de se promener avec de telles pièces à conviction ? C'est un mystère qui reste encore à éclaircir.

Mais le clou des déclarations policières, c'est encore d'avoir prétendu qu'« ils sont certainement en liaison avec d'autres or-

ganisations clandestines étrangères, le GARI espagnol, les mouvements anarchistes allemands issus de la « bande à Baader », les rescapés des Tupamaros uruguayens réfugiés en Europe, les Montoneros argentins... ».

Cela vous a un relent de Marcellin d'après Mai 68, avec son « complot international », mélange avec un résidu de Poniatowski avec son non moins fameux « Carlos ». Et il n'y a pas besoin d'un bien grand flair pour dire que ça pue la campagne politique à plein nez. L'épouvantail gauchiste : une recette électorale de plus.

L.G.

## Non aux atteintes à la liberté de la presse

Le directeur de publication du journal Rouge a été inculpé sur plainte de Poniatowski : il est accusé de diffamation de la police à propos de deux articles parus en août dernier.

Cette affaire ne serait pas surprenante en soi : on sait que le gouvernement n'hésite pas à frapper l'extrême-gauche et à la toucher au point sensible, c'est-à-dire au porte-monnaie, avec des condamnations et des amendes chaque fois que c'est possible. Mais cette fois-ci l'affaire est moins commune. Non content d'inculper Alain Bobbio, directeur de publication de Rouge, le même juge demandait à Alain Bobbio de lui révéler l'identité du rédacteur des deux articles en question.

Et devant son refus, le juge fait état d'une ordonnance du 26 août 1944, le relevant du secret professionnel, et le met en demeure de dénoncer l'auteur des articles incriminés.

Voilà une ordonnance jusque-là tombée dans l'oubli qu'on ressort tout spécialement contre Rouge. Et cette ordonnance obligerait tout directeur de journal à donner l'identité de ses rédacteurs ! Cela revient au bout du compte à devoir rendre des comptes à la police sur ce que les rédacteurs écrivent.

C'est évidemment inadmissible et choquant. Mais il n'y a pas à s'en étonner. On est dans un régime qui se prétend démocratique. Mais justement, c'est cela aussi la démocratie bourgeoise. Une loi gêne-t-elle le pouvoir ? Il en trouve ou en fabrique une autre. Et en

dernier ressort, c'est toujours la police et l'armée, derrière la façade démocratique, qui détiennent la réalité du pouvoir. Les méthodes utilisées aujourd'hui par la

police contre la presse révolutionnaire sont révélatrices, mais elle est capable de faire bien pire encore, il faut le savoir.

C.B.

## LUTTE DE CLASSE

AU SOMMAIRE :

- L'extrême-gauche espagnole et le problème de l'appareil d'Etat.
- Etats-Unis : vers une opposition de gauche dans les syndicats ?
- Une organisation populiste : l'Organisation Communiste des Travailleurs.
- La discussion entre Lutte Ouvrière et le Secrétariat Unifié. Pour se le procurer, le demander à nos militants ou écrire au journal. - Prix : 5 F.

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**  
pour une période de un an : prix 90 F.  
pour une période de six mois : prix 50 F.

**LUTTE DE CLASSE**  
pour une période de un an : prix 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE**  
pour une période de un an : prix 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.



# LES ORGANISATEURS DU CHOMAGE

**L**A dernière en date des enquêtes trimestrielles du ministère du Travail fait état à la fois d'un net ralentissement de la hausse des salaires et d'une nouvelle baisse de l'emploi.

Ce rapport officiel constate que la moyenne des augmentations de salaires a été ramenée à son niveau de 1969. Depuis cette date-là, le rythme de l'inflation a au moins doublé, pourtant. Autrement dit, le pouvoir d'achat des salariés a reçu un nouveau coup de frein, plus puissant que les précédents, durant le premier trimestre de cette année. C'est là l'effet direct du plan Barre de blocage des salaires.

Le même rapport ministériel fait état d'une diminution parallèle de 4 % du nombre des salariés en trois ans, alors que des centaines de milliers de nouveaux jeunes sont arrivés sur le marché du travail.

Ces chiffres officiels sont très certainement en dessous de la réalité. Mais ils illustrent les deux principaux aspects de l'offensive patronale et gouvernementale contre le niveau de vie de la classe ouvrière : bloquer les salaires pour augmenter les bénéfices patronaux ; licencier pour éviter aux patrons de payer des travailleurs qui travaillent moins d'heures.

Il est vrai que les travailleurs n'ont pas besoin de statistiques pour ressentir douloureusement les effets de cette double offensive patronale. Tous subissent les effets du blocage des salaires. Et près d'un million et demi d'entre eux savent ce que c'est d'être chômeur, et d'être chômeur avec de moins en moins de chances de retrouver du travail.

Les statistiques confirment seulement que, pour l'ensemble de la classe ouvrière, le premier trimestre de 1977 a été pire que 1976. Mais sans doute moins mauvais que ne le sera le trimestre prochain. Parce qu'il n'y a pas de raisons que la dégradation s'arrête toute seule. Elle n'est pas le fait d'un hasard, mais le résultat d'un plan méticuleux, d'une offensive réfléchie, préparée, organisée de concert entre un patronat soucieux de sortir de la crise sans rien perdre et un gouvernement à son service.

Cette offensive va continuer. Le patronat comme les dirigeants politiques l'affirment ouvertement. Et pas seulement dans le domaine du pouvoir d'achat, où Barre ne cesse de répéter qu'il n'a nullement l'intention de desserrer le blocage des salaires. Mais aussi dans le domaine, peut-être plus grave encore, de l'emploi.

Depuis le dernier Conseil des ministres, le gouvernement tente de faire de la mousse autour des mesures prévues par le plan Barre-bis en faveur,

affirme-t-il, de l'embauche des jeunes. Mais si bien peu de jeunes ont une chance de trouver du travail grâce à ces mesures, il est par contre certain qu'elles impliquent de nouvelles facilités de licenciement pour les patrons.

En même temps que le gouvernement cherche à rendre les licenciements plus aisés pour les patrons, il annonce son intention de s'attaquer aux quelques protections dont bénéficient les chômeurs. Giscard en personne ose déclarer, comme il vient de le faire au Conseil des ministres, qu'il y a « des abus » dans ce domaine et que le gouvernement « veillera à les éliminer ».

C'est un avertissement. Les travailleurs doivent le prendre au sérieux. Et ils doivent savoir qu'une fois licenciés, une fois chômeurs, ils sont considérés comme des quémandeurs auxquels les pouvoirs publics se réservent le droit de donner ou pas les allocations auxquelles ils ont pourtant légalement droit.

Et c'est bien pourquoi nous ne pouvons, nous ne devons pas accepter les licenciements. Dans les entreprises, avec ses camarades de travail, un travailleur peut tout. Seul, licencié, au bureau de chômage, il ne peut pas grand-chose.

Nous devons interdire les licenciements en imposant aux patrons la répartition du travail entre tous. Et dans les entreprises où, incapables de faire face à la crise, le patron met la clé sous la porte, nous devons prendre les stocks, les machines, en garantie. Il n'y a pas d'autre garantie possible, à l'échelle d'une entreprise comme en font de nouveau l'expérience les travailleurs de chez LIP. Ceux de chez LIP avaient pourtant conquis, par leur lutte d'il y a quatre ans, le droit de faire partie de cette minorité de chômeurs chanceux qui bénéficient du versement de 90 % de leur salaire. L'Assedic cesse désormais de leur verser leurs allocations. Ils n'acceptent pas passivement. Ils comptent reprendre la production et la vente sauvages. Et ils ont raison.

Mais le cas LIP illustre en même temps que ce n'est pas entreprise par entreprise que les travailleurs arrêteront l'offensive patronale. Cette offensive exige une contre-offensive ouvrière.

Elle est nécessaire tout de suite. Elle le sera tout autant après une éventuelle arrivée au pouvoir d'un gouvernement de l'Union de la gauche, qui n'a nullement l'intention de donner aux travailleurs ce qu'ils n'auront pas arraché par leurs luttes. Alors, n'attendons pas que l'acroissement du chômage désorganise les rangs ouvriers pour engager le combat.

Arlette LAGUILLER

## Eva Forest est libérée, l'amnistie pour tous les prisonniers politiques reste à obtenir

A l'heure où nous écrivons, plusieurs prisonniers politiques basques ont été libérés. D'autres, peut-être tous, pourraient à leur tour les suivre, et être aussitôt envoyés en exil.

C'est ainsi qu'on a appris mercredi 1<sup>er</sup> juin au soir la libération d'Eva Forest et de deux autres de ses compagnons, Francisco Ruiz de Apocada et Antonio Gonzales Terron. Voilà trois ans que l'Etat espagnol détenait dans ses geôles Eva Forest, où elle a été torturée à plusieurs reprises et menacée de mort sans aucune preuve contre elle, simplement parce qu'elle était « soupçonnée » d'avoir participé à l'attentat contre Carrero Blanco et à un autre attentat qui ressemblait fort en fait à une provocation de la police espagnole. Voilà des mois

que Juan Carlos parle de libéralisation, mais ce n'est que maintenant qu'il libère Eva Forest et qu'on parle enfin de libérer aussi ses compagnons de détention.

C'est ainsi que trois autres militants de l'ETA, condamnés à mort par Franco puis graciés, devraient être expulsés en Norvège. Il s'agit d'Isko de Iglesia, condamné lors du procès de Burgos, Inaki Sarasketa, accusé du meurtre d'un policier et condamné depuis 1968, et enfin Garmendia, compagnon de Otaegui et Txiki, qui furent exécutés sous le régime de Franco. On apprend aussi qu'une quinzaine de détenus basques ont été rassemblés à la prison d'Ocana près de Madrid, dans l'attente d'un éventuel banissement.

Ainsi, même si Juan Carlos a cédé

en partie devant les exigences des organisations nationalistes basques, il n'a pas accordé l'amnistie totale réclamée. Car, libérations provisoires ou expulsions, même si cela se fait, ce n'est pas l'amnistie. S'il a consenti à libérer Eva Forest et certains de ses compagnons, c'est uniquement parce que les organisations basques menaçaient, si elles n'obtenaient pas satisfaction, de boycotter les prochaines élections prévues pour le 15 juin.

Or le gouvernement de Juan Carlos a besoin de ces élections. Il souhaite ainsi faire cautionner son régime et sa prétendue libéralisation. S'il parvient avec ces élections à amener toutes les formations politiques du pays à jouer le jeu de la démocratie parlementaire, ce sera la meilleure caution à son régime et à sa pré-

tendue libéralisation.

Le gouvernement espagnol parviendra-t-il, par ces libérations successives, ces extraditions, à désamorcer les revendications de l'opposition basque, ou tout au moins à la diviser suffisamment sur le problème du boycott des élections ? Peut-être.

Mais pendant que Juan Carlos soupèse et calcule le bénéfice politique que sont susceptibles de lui rapporter ces libérations, une quinzaine de prisonniers politiques basques croupissent toujours dans ses geôles et restent l'enjeu de ses ca'culs sordides.

Et c'est bien à l'image des limites étroites que Juan Carlos entend donner à la libéralisation du régime.

Cécile BERNIER



## Fruits et légumes :

# Cinéma et impuissance gouvernementale

La hausse des prix des fruits et légumes est à la Une de la presse écrite et parlée. Le gouvernement lui-même a abordé le problème en Conseil des ministres. Et les prix exorbitants de ces denrées, qui devraient au contraire être plus abordables avec l'arrivée de la saison, sont effectivement particulièrement scandaleux.

Mais ce n'est pas le souci des intérêts des consommateurs qui a conduit le gouvernement à monter ce scandale en épingle. C'est d'abord, en soulignant les responsabilités des grossistes dans ces hausses, essayer de faire oublier sa propre responsabilité. La ficelle est un peu grosse et Barre a bonne mine, lui qui a récemment décidé toute une série de hausses importantes (6,5 pour cent en moyenne pour nombre de services publics), de ne parler que des fruits et légumes !

Barre cherche à jeter de la poudre aux yeux. Il va même faire semblant de prendre des mesures contre les grossistes, en taxant sans doute leur marge bé-

néficiaire. Mais là encore, si cela aboutit à quelques contrôles et amendes pour les plus petits d'entre eux, on peut être sûr à l'avance que Barre se gardera bien d'attaquer de front les grands trusts de la commercialisation qui ont, eux, bien des moyens de tourner les mesures gouvernementales.

Et c'est pourtant cette vingtaine de grosses sociétés qui, en commercialisant plus de la moitié des fruits et légumes, font véritablement la loi sur le marché. Ainsi tous les Prisunic, Euromarché et nombre de supermarchés sont approvisionnés par des centrales d'achats (Gagmi et Rungimex) qui appartiennent à la banque Paribas. Les Suma, Mammouth et Doc sont approvisionnés par des centrales dépendant de la banque de Suez, etc. Les hausses ininterrompues et particulièrement fortes des fruits et légumes vont de pair avec une concentration de la distribution dans ce secteur. Déjà l'année dernière, France-Soir expliquait ainsi les hausses considérables de juin 1976 : « Grâce

à leurs immenses entrepôts, les grossistes peuvent conserver longtemps les primeurs pour les lancer sur le marché au moment le plus favorable ».

Ainsi la hausse des prix réside dans la spéculation. Le secteur des fruits et des légumes n'échappe pas aux manipulations auxquelles s'adonnent les grandes sociétés dans les autres domaines pour profiter de l'inflation. Il connaît les mêmes pénuries artificiellement provoquées, les mêmes gonflements de prix consciemment décidés, etc. Tous ces faits sont connus. Un rapport officiel, rédigé sur la demande du Premier ministre par une commission de hauts fonctionnaires, les confirme.

Mais Barre, par ses mesures qui visent des objectifs électoraux et non une lutte sérieuse contre les hausses de prix auxquelles il contribue lui-même, ne parviendra pas à mettre un terme à cette spéculation des grosses sociétés. Il n'en a ni la volonté ni les moyens, et les prix des fruits et des légumes continueront à augmenter comme tout le



Ce sont de grosses sociétés de distribution, comme la GAGMI et RUNGIMEX, qui approvisionnent les supermarchés.

reste.

Seuls les travailleurs, et non un gouvernement au service des patrons, pourraient mettre un terme à ces spéculations scandaleuses. En obligeant les grandes sociétés à ouvrir leurs livres de comptes, en imposant leur contrôle, ils pourraient les contraindre à payer les producteurs à des prix décents leur permettant de vivre de leur travail, et à vendre aux consommateurs à des prix qui seraient en rapport avec les prix à la production et non pas à des prix artificiellement gonflés par leur avidité sans limite. Toute la population laborieuse y trouverait ainsi son compte.

Oui, les travailleurs seraient seuls capables d'enrayer la spéculation, et pas seulement sur le marché des fruits et légumes mais dans tous les domaines de la vie économique. Car ce qui se passe pour les fruits et légumes n'est qu'un exemple de ce qui se

passé à l'échelle de toute la société.

Tant que les travailleurs ne prendront pas eux-mêmes les choses en main, inflation et spéculation continueront leur ronde infernale. Et ce ne sont pas les mesures démagogiques de Barre qui protégeront les travailleurs. Les gouvernements — ils l'ont amplement démontré ces dernières années — sont incapables d'enrayer la hausse des prix. Alors, la seule protection efficace pour les travailleurs, c'est qu'ils imposent l'échelle mobile des salaires, retraites et pensions. Une échelle mobile automatique et mensuelle, basée sur les hausses de prix constatées par les travailleurs eux-mêmes et non sur les indices truqués du gouvernement. C'est là une garantie indispensable. C'est la seule façon efficace de défendre notre niveau de vie.

Alain MARQUET.

## Aux Antilles :

# Mécontentement et combativité des travailleurs

Les effets du plan Barre se font sentir aussi aux Antilles. C'est ainsi que les travailleurs de Martinique et de Guadeloupe se heurtent, pour toutes leurs revendications de salaires, au refus catégorique des patrons. Ceux-ci invoquent — pour étayer leur refus — la limite des 6,5 % d'augmentation fixée par Barre.

Pourtant le même plan Barre est impuissant à juguler une hausse des prix qui —

d'après les statistiques officielles — est deux fois plus forte aux Antilles qu'en France.

D'une façon générale les effets de la crise se font sentir dans tous les secteurs de l'économie. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, il y a un net ralentissement des activités. Aussi les patrons veulent-ils licencier massivement.

Dans les services publics, il y a aussi une volonté manifeste

de l'administration de freiner et même d'arrêter tout recrutement de personnel nouveau. Dans les hôpitaux de Martinique, les représentants syndicaux se sont entendu dire par la préfecture qu'aucun poste nouveau ne serait créé cette année. Les syndicats en réclamaient 238. A la direction de l'Équipement, les travailleurs auxiliaires — qui sont en nombre plus élevé que les titulaires — inquiets eux aussi de la tournure des événe-

ments, ont fait une grève d'avertissement pour réclamer leur titularisation.

Les travailleurs n'acceptent pas sans réagir cette situation. Durant les trois derniers mois, des grèves ont touché de nombreuses entreprises.

Le mécontentement grandit et touche des travailleurs qui d'habitude étaient les moins revendicatifs : employés des services publics ou privés, employés de banque...

Mais partout, l'atmosphère est à la lutte. On a vu les travailleurs chargés du nettoyage de l'aéroport en Guadeloupe faire une grève, bien suivie, qui fut couronnée de succès. Puis ce furent ceux qui nettoient les immeubles de la Société immobilière de Guadeloupe. Ce fut ensuite le personnel de certains hôtels, puis ceux d'une compagnie aérienne, ceux des garages en Martinique, les travailleurs des usines à sucre, ceux des champs de canne en Guadeloupe qui entrèrent en lutte et obtinrent bien souvent des augmentations de salaires importantes après des grèves dures et longues. Bien souvent aussi ces grèves ne se sont prolongées jusqu'à satisfaction que grâce à la ténacité des travailleurs et à leur refus de céder sur des broutilles comme les directions syndicales les invitaient à le faire.

La dernière grève qui a mobilisé l'attention de tous les travailleurs s'est déroulée dans le commerce. Les travailleurs

des supermarchés ont tenu pendant un mois. Ils réclamaient 500 F d'augmentation. Grâce à leur détermination face à un patron de combat, ils ont obtenu une augmentation de 180 F et une majoration de 10 % pour les heures de travail au-delà de 34 heures jusqu'à 40, ainsi qu'une augmentation de la prime de vacances. Ces résultats sont loin des 500 F réclamés, mais largement supérieurs aux 6,5 % du plan Barre.

Le 24 mai, les travailleurs des Antilles ont, eux aussi, tenu à montrer leur mécontentement.

A Pointe-à-Pitre et Fort-de-France, plusieurs milliers de personnes manifestèrent dans les rues.

Mais si manifestement le mécontentement est grand parmi les travailleurs, ainsi que leur volonté de se battre, les directions syndicales n'offrent pour toute perspective que la lutte secteur après secteur. Aucun plan d'ensemble pour une offensive générale de la classe ouvrière n'est mis sur pied. Là aussi, comme en France, on prêche l'attentisme avant les prochaines élections qui — disent les syndicats — vont amener au pouvoir un gouvernement favorable aux travailleurs.

Mais il sera difficile aux directions syndicales des Antilles de canaliser un mécontentement et une combativité qui grandissent chaque jour un peu plus.

Correspondant L.O.



Un quartier populaire de Fort-de-France (Martinique). Chômage, misère : telles sont les conditions de vie faites aux travailleurs des Antilles, conditions que le plan Barre ne fait qu'empirer. (Ph. Gamma)



# Le CERES : une opposition utile à Mitterrand

Le prochain congrès du Parti Socialiste qui doit se dérouler à Nantes du 17 au 19 juin sera dominé par les problèmes internes, si l'on en croit les déclarations répétées de Mauroy et Mitterrand. Ce dernier a même laissé entendre que, si le CERES obtenait un nombre de mandats supérieur à celui qu'il avait recueilli au précédent congrès de Pau en 1975 (soit 25 %), la direction actuelle devrait se considérer comme mise en cause ; façon indirecte de rapeler les indécis à la discipline.

## UNE OPPOSITION SANS PROGRAMME

Il faut bien voir cependant qu'au-delà du tapage orchestré par Mitterrand et ses amis, qui depuis plusieurs mois affirment qu'« il ne peut y avoir de parti dans le parti », le CERES ne représente en aucune façon une menace pour la direction actuelle,

ni même une opposition politique sérieuse. Car pour constituer une opposition, encore faut-il avoir un programme politique de rechange, ce que le CERES n'a pas. Le seul programme des dirigeants du CERES s'est toujours résumé à la revendication de la libre discussion dans le parti. Mais sur le fond, Jean-Pierre Chevènement a tenu à rappeler que le CERES a « toujours fait confiance à François Mitterrand dans les graves moments, que ce soit à Epinay ou à Pau ». Il aurait pu ajouter « et bientôt à Matignon », car les seules ambitions de ses dirigeants sont justement de ne pas être oubliés dans la distribution des postes, dans le parti aujourd'hui, au gouvernement demain. Les membres du CERES « se refusent à n'être que de simples colleurs d'affiches » a précisé Chevènement. Chacun sait que la concurrence est plus vive dans le Parti Socialiste autour de la soupère qu'autour du sceau à colle.

## Actualisation du Programme commun : Cartes sur table, mais cartes biseautées

La discussion pour l'actualisation du Programme commun a commencé mardi 31 mai.

Au sortir de cette première réunion de trois heures, les seules choses nouvelles qu'on a pu apprendre de la voix des porte-parole des partis de gauche, c'est « que le climat était excellent » et « réaliste » selon Bérégovoy du PS, « constructif » selon Fiterman du PCF. Et René Andrieu dans l'Humanité en a conclu que « la discussion sera sérieuse mais serrée ».

Et de nous répéter encore qu'on était parti pour plusieurs semaines de discussions.

Discutez dur, discutez mou, mais de quoi discutez-vous ?

Dans un édit de l'Humanité de la veille, intitulé « Cartes sur table », René Andrieu, d'un ton qui voulait passer pour celui de la franchise, proclamait à propos de cette rencontre : « Il serait regrettable, pensons-nous de notre côté, que la gauche, comme le font trop souvent ses adversaires, érige le flou en système de gouvernement. Elle ne doit pas attendre d'être au pouvoir pour annoncer la couleur. » Et plus loin : « Nous ne demandons pas un chèque en blanc aux électeurs et nous ne voulons pas leur mentir, ne fût-ce que par omission. » Et

LITTE OUVRIERE



Jean-Pierre Chevènement : « Ai-je une tête de colleur d'affiches ? » (Norma)

## LE CERES MIS SUR LA TOUCHE ?

Si Mitterrand et ses lieutenants se montrent en apparence si intraitables face au CERES — et les résultats du prochain congrès préciseront dans quelle mesure exactement — c'est qu'il leur faut faire la preuve vis-à-vis de la bourgeoisie qu'ils sont les dirigeants responsables d'un parti responsable. De ce point de vue, Chevènement joue le rôle d'un faire-valoir de Mitterrand. Il est cependant possible que la direction actuelle du PS veuille aller plus loin dans la mise sur la touche du CERES, dont les dirigeants avaient déjà été écartés du secrétariat du parti au précédent congrès. Les déclarations d'un Chevènement sur l'autogestion et la mobilisation des travailleurs peuvent en effet servir de prétexte à campagne à la droite pour effrayer l'électorat centriste, sur lequel le PS compte bien continuer à mordre. Et

l'on a pu voir récemment à la télévision Chirac brandir un texte du CERES pour crier à la subversion. Alors que la campagne électorale s'annonce dure et que tous les coups seront utilisés par le RPR et tous les partis de droite, Mitterrand pourrait bien décider de mettre symboliquement le CERES à l'écart du Parti ou à l'inverse d'obtenir une affirmation d'allégeance totale de ses dirigeants. Les dernières déclarations d'un Chevènement, baissant la tête et répétant que « Mitterrand est un grand bonhomme », pourraient annoncer cette petite capitulation verbale.

## UNE IMAGE DE GAUCHE BIEN UTILE

Cependant, au-delà de ces péripéties qui relèvent essentiellement de la manœuvre personnelle et de soucis électoralistes, l'existence du CERES est tout de même bien utile à Mitterrand.

Elle permet aujourd'hui d'attirer dans le PS toute une frange de militants ou de séduire des couches de sympathisants qui se reconnaissent mieux dans le langage plus à gauche du CERES.

Et, de ce point de vue, le CERES sera peut-être encore bien plus utile quand la gauche sera au gouvernement. Alors, l'on verra la direction du parti mobiliser les Chevènements et les Motchane pour utiliser leur image de gauche, afin de convaincre les travailleurs de ne pas revendiquer.

Dans le grand concert des discours électoraux de la gauche, les dirigeants du CERES tiennent peut-être simplement le rôle d'un modeste violon, ne jouant pas toujours en mesure. Mais la musique que tous ces gens-là jouent, sur les partitions embrouillées de leurs ambitions personnelles, ne vise qu'à endormir les travailleurs.

Pierre VERNANT.



Les dirigeants de l'Union de la gauche, bien d'accord pour jouer « cartes sur table » avec la bourgeoisie mais pas avec les travailleurs. (Rush)

## Les surprises que nous réserve Rocard

Interviewé dans le dernier numéro du Nouvel Observateur, le lieutenant de Mitterrand, Michel Rocard, évoque l'attitude d'un gouvernement d'Union de la gauche dans les premiers mois de son accession à la gestion des affaires du pays. Piano, dit-il en substance, il faudra nous laisser du temps.

« Nous savons que nos actes de la première semaine seront décisifs pour faire comprendre au pays qu'un nouveau type de rapports se crée entre gouvernants et gouvernés et que les couches populaires, en France, ont un gouvernement qui les représente et qui les défend. Mais il faudra tout de suite comprendre que la gauche a besoin de temps pour réussir. Quels sont les grands enjeux en effet ? D'abord la transformation de l'économie. Or la nationalisation ne se fait pas

en un jour mais en un an au moins, et il faut deux ans au moins pour établir un plan. (...) Il nous faudra facilement cinq ans : c'est le temps d'une législature et la durée prévue par le Programme commun. Bien. (...) Cela dit, par quoi commencerons-nous ? Quelles seront nos toutes premières mesures — les plus décisives pour la suite de notre expérience ? Permettez-moi de ne pas vous le dire. Si nous voulons déclencher un courant de confiance comme celui qui éclaira la France du Front Populaire, il nous faudra innover, étonner, jouer de l'effet de surprise ».

Tant d'imprécision équivaut à de la franchise. Rocard qui, dans le partage des rôles à la tête du PS, incarne celui du brillant économiste, technocrate intelligent, responsable et lucide, qui n'a pas peur de dire la vérité,

même quand elle est dure, ne prend plus la peine de masquer son jeu. Pas question de s'engager sur des échéances précises !

« Jouer de l'effet de surprise ». La formule est osée. Comme si les travailleurs devaient jouer leur avenir comme on joue au loto ou au tiercé. Malheureusement, alors qu'au jeu de hasard on a au moins une chance de gagner, dans le jeu de Rocard et Mitterrand, Marchais, Fabre, les travailleurs sont à tout coup perdants. Car les jeux sont faits d'avance. Il s'agira pour ces hommes, s'ils accèdent au gouvernement, de gérer la crise. Cinq ans, c'est le délai que se donne Rocard, dans cette interview. Un délai que peut mettre à profit la droite pour prendre la relève, à moins qu'elle le fasse plus tôt.

Jean-Paul VIAL.



# LA CONTESTATION EN POLOGNE : une nouvelle étape



Gierek en train de décorer des mineurs méritants peu de temps après son accession au pouvoir.  
Décorer ne coûte pas cher...

(Ph. UPI)

● L'arrestation de Kuron, Michnik, Lipski, Chojcki et Macierewicz, principaux dirigeants du mouvement de contestation des intellectuels, membres du Comité de soutien des travailleurs d'Ursus et de Radom, a déclenché une nouvelle vague de protestation en Pologne. Dix personnes se sont enfermées dans l'église Saint-Martin de Varsovie et y ont fait la grève de la faim pendant une semaine. Parmi eux, le père de Michnik et celui de Kuron, la femme et la sœur de Chojcki, l'ouvrier de Radom condamné à neuf ans et qui poursuit lui-même une grève de la faim en prison, mais aussi le rédacteur en chef de la revue catholique *Znak*.

Ce nouvel affrontement entre le gouvernement et la contestation illustre à la fois le durcissement de l'attitude du gouvernement polonais, mais aussi son incapacité à venir à bout de la contestation.

Les dirigeants polonais bénéficient d'une certaine réputation de souplesse parmi les dirigeants des Démocraties populaires. Souplesse toute relative. Mais, par rapport aux Husak, Honecker, Ceausescu, Jivkov et consorts, elle a valu à Gierek d'être taxé de libéral en compagnie d'un Kadar.

Ce n'est certes pas une question d'état d'esprit ; c'est une question de rapport de forces. Face à un milieu intellectuel et étudiant contestataire, face à une classe ouvrière combative, les dirigeants polonais cherchent depuis plusieurs années à doser la répression (parfois sanglante, comme celle contre les ouvriers révoltés l'an dernier à Radom et à Ursus) et les intimidations, d'une part, et les concessions, de l'autre.

Ils se livrent à un jeu difficile. D'autant que, contrairement aux autres Démocraties populaires, les dirigeants polonais doivent compter à l'intérieur même du pays avec une puissante force d'opposition organisée légale, en l'oc-

currence l'Eglise catholique. Celle-ci n'a certes aucune sympathie pour les luttes ouvrières. Par contre, elle partage sur bien des points les revendications des milieux contestataires intellectuels, en particulier celle d'une plus grande indépendance par rapport à l'URSS, mais aussi celle d'une libéralisation du régime — ne fût-ce qu'au sens d'un accroissement des libertés et des prérogatives de l'Eglise elle-même. Même si l'Eglise, tout en étant dans l'opposition politique, est un des piliers de l'ordre social, même si elle n'est pas à l'origine de la contestation actuelle, elle n'est pas fâchée de pouvoir la canaliser à son profit. C'est ce qu'elle semble faire en ce moment, par l'intermédiaire des milieux d'intellectuels catholiques touchés par la contestation, mais aussi, de façon plus discrète et temporisatrice, par l'intermédiaire des sommets de la hiérarchie.

Pendant plusieurs mois, Gierek avait toléré la contestation intellectuelle. Il semble vouloir maintenant la décapiter en arrêtant ses principaux chefs de file et en durcissant la répression. Est-ce parce que les milieux étudiants semblent se mobiliser ? Est-ce parce que, par-delà la contestation estudiantine, il craint toujours le spectre menaçant d'une nouvelle vague de révolte d'une classe ouvrière mécontente des salaires bas, des queues devant les magasins où les produits les plus élémentaires manquent, mécontente aussi de l'absence des libertés ?

Le fait est qu'aucune des dictatures des Démocraties populaires ne peut tolérer longtemps une contestation permanente. D'autant moins d'ailleurs que la bureaucratie soviétique est derrière les dirigeants nationaux pour leur rappeler qu'elle, en tous les cas, n'accepte pas la permanence d'une situation comme celle qui existe en Pologne.

Pour l'instant, le durcissement du régime n'a pas suffi à mettre fin à l'ébullition.

Il est difficile de savoir quel est l'état d'esprit de la classe ouvrière dans ce climat de contestation. Depuis la répression des luttes de Radom et d'Ursus, à l'origine d'ailleurs de la vague actuelle de contestation, la classe ouvrière a laissé le devant de la scène aux intellectuels oppositionnels. Elle peut cependant profiter du climat de contestation pour s'organiser ; y trouver des encouragements pour se lancer de nouveau dans la lutte pour ses propres revendications. Le problème principal demeure pour la classe ouvrière de faire en sorte que ses luttes ne soient pas dénaturées et détournées pour être capitalisées sur le plan politique par d'autres : par l'Eglise par exemple, mais pas même par les intellectuels contestataires.

La classe ouvrière a sa propre politique à défendre, comme elle a sa propre perspective à imposer face à la crise de la société polonaise.

Elle n'y parviendra que si elle cesse de se laisser représenter sur le plan politique par des intellectuels petits bourgeois démocrates, fussent-ils bien disposés à son égard. Elle n'y parviendra qu'en se donnant un parti révolutionnaire prolétarien.

Pour l'instant, une organisation politique représentant la classe ouvrière n'existe pas en Pologne. Elle ne peut pas surgir spontanément.

Mais la classe ouvrière polonaise a eu l'occasion au cours des dernières années de prendre conscience de sa force et de la nécessité de s'en servir pour imposer ses revendications. Elle peut aller bien plus loin dans cette voie. Elle peut apprendre à s'organiser, ne serait-ce que pour mener à bien ses luttes revendicatives. Et c'est déjà énorme pour l'avenir !

Georges KALDY

## URSS

### Un oppositionnel juif risque la peine de mort

De nouveaux procès contre les dissidents se préparent en URSS, et notamment celui de Chtcharansky, activiste juif, qui risque la peine de mort car il est accusé d'espionnage au profit de gouvernements étrangers. Chtcharanski avait été arrêté le 15 mars dernier. Il est membre du « Comité de surveillance des accords d'Helsinki » de Moscou, dont une bonne partie des fondateurs sont écroués depuis 1976.

Chtcharansky s'est toujours défendu de cette accusation d'espionnage, qui avait été suggérée déjà en mars dernier dans un article des *Izvestia* et au cours d'une émission de la télévision. Il avait par contre proclamé ouvertement qu'il rassemblait des informations sur la situation des Juifs en URSS.

Et il faut croire que la bureaucratie a de fortes raisons de vouloir cacher à la face du monde l'attitude qu'elle a vis-à-vis du droit des nationalités d'URSS en général, et de celui des Juifs en particulier. Un exemple récent vient de l'illustrer : Jossif Begun, autre dissident juif, qui était sans travail dans sa branche

(il était ingénieur électronique) depuis 1971, date à laquelle il avait demandé son visa pour Israël, et qui donnait des cours d'hébreu, vient d'être condamné à deux ans d'exil en URSS pour « vagabondage » !

Le pouvoir frappe et vise en fait tous les dissidents. Tous ceux qui se sont récemment élevés contre le non-respect des droits des nationalités, comme ceux qui se battent pour l'application des libertés. A quelques jours de la conférence de Belgrade, conférence qui, le 15 juin, devra faire le bilan de l'application des accords d'Helsinki, la bureaucratie dirigeante est inquiète des espoirs de faire entendre leur voix que cette réunion peut susciter auprès de tous les contestataires. Elle cherche à intimider ces derniers.

Mais force est de constater qu'elle n'a pas réussi jusqu'à présent à les faire taire. Et le retentissement que risquent d'avoir de nouveaux procès, non seulement ne fera pas disparaître la voix de ceux qui se battent contre la dictature, mais au contraire l'amplifiera.

Louis GUILBERT

## Normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba

Cuba et les États-Unis pourraient prochainement accélérer le processus de normalisation de leurs relations bilatérales. Le président américain Carter a fait état récemment de messages échangés avec Fidel Castro. Et on annonce même que ces contacts indirects pourraient déboucher sur l'échange de diplomates permanents avec un statut spécial dans les deux capitales.

C'est donc quasi officiel : une étape de plus dans le rétablissement des relations entre Washington et la Havane, engagées il y a déjà quelque temps.

En 1961, l'impérialisme américain avait tenté, par le blocus total de l'île, de briser les reins du régime castriste trop indépendant à son gré. C'est depuis ce blocus que Fidel Castro a pris du champ vis-à-vis des États-Unis, pour chercher dans le camp de l'URSS un soutien économique et politique nécessaire à sa survie.

Seize ans après, les États-Unis tirent les leçons de l'échec de leur politique vis-à-vis de Cuba, tout comme ils l'ont fait il y a quelque temps vis-à-vis de la Chine.

Cette reprise des relations diplomatiques, qui avait été préparée en Chine avec le célèbre match de ping-pong entre pongistes américains et chinois, a été précédée à Cuba par la venue d'une équipe de basketteurs américains le 7 avril dernier, accompagnés de deux sénateurs démocrates. Depuis, le 18 avril, une centaine de représentants de grosses firmes américaines débarquaient à leur tour à Cuba pour examiner les possibilités du marché cubain. Et le 25 avril dernier, un haut fonctionnaire américain se rendait à Cuba cependant que le Sénat américain décidait de lever partiellement l'embargo commercial vers Cuba.

Les États-Unis ont pu d'ailleurs d'autant plus facilement trouver un accueil compréhensif du côté cubain que c'étaient eux qui avaient choisi la rupture. Carter reprend donc maintenant la politique engagée déjà auparavant par ses prédécesseurs Johnson et Nixon vis-à-vis de la Chine.

Maintenant les liens sont renoués, et cela semble être en bonne voie pour être irréversible.

C.B.



## Portugal

# Derrière le Parti Socialiste la droite se place en attendant son heure

Les deux grands partis de la droite portugaise, le PSD (ex-PPD) et le CDS, se sont rencontrés à Lisbonne l'autre semaine, afin d'examiner ensemble leurs possibilités de collaboration politique. Ils ont lancé, sous forme d'avertissement, un appel au Parti Socialiste allant dans le même sens. Appel auquel le Parti Socialiste a répondu négativement.

Jusqu'à présent, sur le plan parlementaire, le Parti Socialiste a bénéficié du soutien tacite et parfois même clairement exprimé des partis de droite. Et cela n'a rien d'étonnant puisque le Parti Socialiste, depuis qu'il s'est retrouvé en juillet dernier seul au gouvernement, mène la politique que la droite réclamait à cor et à cri depuis le 25 novembre 1975. Une politique d'austérité pour les travailleurs, de remise au pas de la population, de reprise de ses acquis.

Ainsi la semaine dernière le gouvernement du « socialiste » Mario Soares a encore envoyé la police contre les travailleurs d'une coopérative agricole qui manifestaient contre la restitution

à leur ancien propriétaire d'une partie des terres occupées. Les chiens policiers ont été lâchés contre les manifestants, il y a eu plusieurs dizaines de blessés.

Cette politique, le Parti Socialiste l'assume seul au gouvernement. Il use de tout son crédit auprès des travailleurs pour essayer de leur faire accepter ce que la droite devrait à coup sûr leur imposer. Ce faisant, il se déconsidère chaque jour un peu plus aux yeux des travailleurs. Et quand le Parti Socialiste se sera usé à faire sa politique, la bourgeoisie le rejettera, en douceur par une solution parlementaire, ou de force par un coup militaire.

C'est dans cette perspective que les partis de droite jouent leur propre jeu. Ils appellent à la constitution d'un gouvernement CDS-PSD-PS, puisque visiblement l'heure d'écarter complètement le PS n'est pas encore venue. Cette fois ils ont saisi l'occasion du récent discours d'Eanes, qui faisait appel à la « collaboration de tous les partis démocratiques », pour réaffirmer qu'ils sont prêts à assurer la re-

lève du gouvernement socialiste homogène.

En faisant leurs offres de services, le CDS et le PSD ont sans doute indirectement aidé le Parti Socialiste. Car quand il s'agit de justifier sa politique aux yeux des travailleurs et de ses propres militants, le PS se sert toujours du PSD et du CDS comme repoussoir. En substance, il explique qu'il mène la moins mauvaise des politiques possibles, qu'il faut accepter ce que le PS fait seul au gouvernement, pour ne pas avoir à accepter pire : ce qu'y feraient le PSD et le CDS.

Le Parti Socialiste va donc pouvoir agiter une fois de plus l'épouvantail de la droite. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait, en faisant accepter que l'Inter-syndicale renonce à sa journée de lutte prévue pour le 16 juin afin de protester contre les mesures d'austérité. Cela ne lui ouvrira pas d'autres possibilités pour autant. La seule perspective du Parti Socialiste au gouvernement, c'est de retarder le plus possible son départ, en menant la politique la plus à droite possible.

Jacques LENOIR



Le socialiste Soares, chef du gouvernement portugais, sous l'œil vigilant du général Eanes, président de la République. (AFP)

## Espagne

# Derrière Juan Carlos, l'armée arbitre suprême

A la veille de la traditionnelle commémoration de la victoire franquiste, rebaptisée cette année « journée des forces armées », le roi Juan Carlos a fait enrôler son fils, Felipe, âgé de 9 ans, comme soldat d'honneur d'un régiment d'infanterie. Ce n'est pas pour le plaisir de plagier les anciennes traditions royales que Juan Carlos a eu ce geste. Pendant deux jours, les défilés militaires spectaculaires se sont succédé ainsi que les discours à la louange de l'armée. Juan Carlos en a profité pour promulguer une amnistie pour les militaires, amnistie qui est un geste vis-à-vis de la droite puisqu'elle exclut les officiers libéraux qui ont été exclus de l'armée parce qu'ils appartenaient à l'Union Militaire Démocratique. A deux semaines des élections générales du 15 juin, il a tenu à flatter publiquement le pilier du régime.

Le roi peut bien accompagner cela de belles déclarations sur les « militaires (...) hommes dévoués, pondérés (qui) n'ont d'autre ambition que d'être les premiers dans l'accomplissement de leur devoir ». Il est, lui, le premier à savoir que son pouvoir dépend avant tout du consensus des cadres de l'armée.

Le nouveau régime a hérité de l'appareil d'Etat du franquisme avec, sa puissance intacte, l'armée forgée dans la guerre civile et qui a été pendant quarante ans le premier soutien du régime. Pour l'instant, cette armée tolère la politique de libéralisation par en haut menée par Juan Carlos, le retour à un régime parlementaire, quelques concessions démocratiques. Mais elle sait rappeler de temps en temps qu'elle contrôle étroitement le processus et que sa tolérance a des limites. Elle l'a montré lors de la légalisation du PCE, qu'elle a acceptée tout en la condamnant en principe. Mais une déclara-

tion parue dans un journal d'extrême-droite au lendemain de cette légalisation et faisant état de la réaction des chefs militaires devant cette mesure, rappelait que les généraux sont toujours prêts, « pour régler les problèmes, à employer d'autres moyens si nécessaire ».

Démentie ou pas, cette menace pèse en permanence sur la vie politique du pays. Si la relative libéralisation des institutions créait chez les travailleurs des espoirs et des illusions au-delà de ce que le régime est prêt à accorder, si Juan Carlos donnait l'impression que le contrôle de la situation lui échappe en partie, les cadres de l'armée sont là, prêts à imposer leurs méthodes, à noyer dans le sang toute opposition.

Juan Carlos s'emploie à rassurer l'armée, à montrer qu'il est bien l'homme de la situation, capable de réprimer quand il le faut. Il est soutenu par la politique des organisations ouvrières, PCE en tête, qui multiplient les signes d'allégeance au régime et s'emploient elles aussi à flatter l'armée, à créer des illusions chez les masses à son sujet.

Santiago Carrillo, au cours d'un meeting à Madrid, déclarait récemment que « l'armée devait être le soutien du pouvoir civil » et que « les communistes sont aussi des soldats ». Cela ne peut servir qu'à désarmer les travailleurs, en entretenant des illusions sur le loyalisme de l'armée, la valeur sacrée des institutions pour ses chefs, la capacité du contingent à se retourner contre l'encadrement en cas de soulèvement. Pourtant, les travailleurs espagnols ont payé très cher leur expérience à ce sujet. En démobilisant par avance les travailleurs, en endormant leur méfiance, c'est une politique criminelle qui mène les organisations ouvrières.

Solange DUPUY

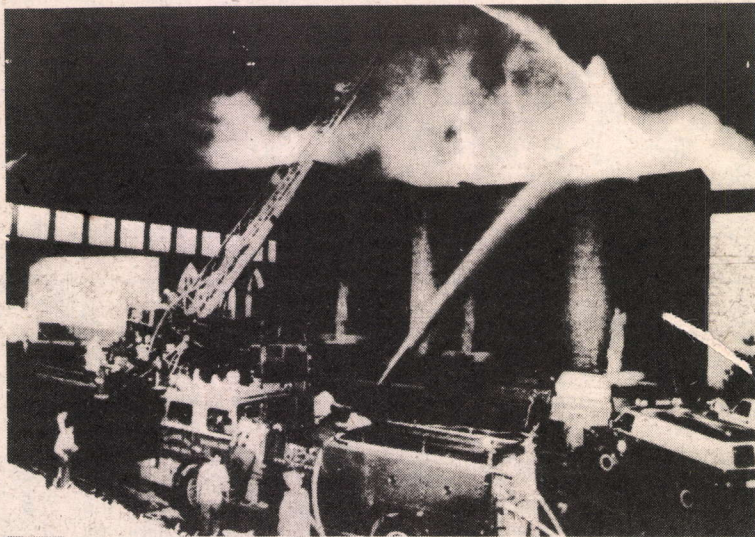
## USA-Cincinnati

# L'incendie d'un night-club met en accusation la loi du profit

Dans la nuit de samedi à dimanche matin, un incendie a complètement détruit le « Beverly Hills Super-Club » à Cincinnati aux USA. Ce super-club pouvait contenir de 4 000 à 5 000 personnes. Plus de 150 cadavres ont été sortis des décombres, mais le nombre des morts est probablement beaucoup plus élevé.

On retrouve, dans cette affaire, des éléments comparables à la catastrophe du « 5/7 » de Saint-Laurent-du-Pont. Et c'est en quelques secondes là aussi que le club s'est transformé en un brasier. Les boiseries et les tapisseries alimentaient le feu. Le plastique fondait en dégageant du monoxyde de carbone qui asphyxiait les danseurs. Le système d'aération ne fonctionnait pas. L'entassement du public — une des salles du club, d'une contenance de 950 places, avait 1 200 spectateurs ce soir-là — a encore contribué à amplifier la tragédie.

Le club avait déjà complètement été détruit en 1970 par un incendie, mais ses promoteurs l'avaient reconstruit avant qu'une nouvelle réglementation ne soit mise en place. Et lorsque celle-ci a été promulguée, les promoteurs du club n'ont eu aucun mal à convaincre les parlementaires de l'Ohio qu'il n'était



Des centaines de morts parce que les mesures de précautions nécessaires auraient rogné le bénéfice des propriétaires. (UPI)

pas nécessaire d'étendre rétroactivement la nouvelle loi aux clubs de grande capacité, car cela aurait coûté trop cher ! C'est donc en toute légalité et sciemment, par souci d'économie, que la vie de centaines de personnes a été mise en danger. Ce ne sont donc pas seulement les règles américaines de sécurité qui sont à

mettre en accusation. C'est plus généralement la loi du profit qui permet à des hommes d'affaires sans scrupules de construire à moindres frais des clubs qui deviennent de véritables bombes incendiaires pour les spectateurs. Il ne s'agit pas d'un accident, mais bel et bien d'un assassinat.

Jacques FONTENOY

NOTRE PROCHAIN DOSSIER PORTERA  
SUR LA SITUATION POLITIQUE EN ESPAGNE A LA VEILLE DES ELECTIONS.





Les sept coopérants expulsés du Maroc, à leur retour en France.

Après avoir été arrêtés et gardés plusieurs jours par la police marocaine, les sept coopérants français ont en fin de compte été expulsés samedi 28 mai.

De quoi étaient-ils accusés ? Selon le ministre de l'Intérieur marocain, ils se seraient livrés, « en liaison avec l'extérieur, à des activités portant atteinte à la sûreté de l'Etat » et auraient formé « un réseau qui assurait l'hébergement des éléments subversifs (...) et élaborait leur matériel de propagande ». Voilà bien là des propos de ministres de l'Intérieur, de quelque nationalité qu'ils soient, qui voient dans toute opposition au régime le fait « d'éléments subversifs », ou « la main de l'étranger ».

Quelle réalité recouvrent-ils ? Jusqu'à présent, le gouvernement marocain n'a guère avancé

de preuves pour justifier ses accusations. Mais quand bien même ces accusations seraient véridiques, cela ne serait, tout au plus, qu'un délit d'opinion. C'est parce qu'ils ont professé des idées opposées au régime que les sept Français ont été expulsés. Encore s'en sont-ils tirés à relativement bon compte, du fait qu'ils étaient Français et coopérants.

Les opposants marocains n'ont pas droit à tant « d'égards ». Il est vraisemblable que les Marocains accusés d'avoir, avec les coopérants, participé à ce « complot contre la sûreté de l'Etat » sont aujourd'hui détenus en prison et n'en sortiront pas de sitôt, de même que tous les détenus politiques qui remplissent les prisons marocaines.

Marianne LAMIRAL.

## Tiers monde

### Les conférences passent, les problèmes restent

L'idée de la Conférence Nord-Sud avait été lancée en décembre 1975 par Giscard d'Estaing. Elle devait mettre face à face les pays industrialisés les plus riches avec les pays du tiers monde. Aujourd'hui, elle en est entrée dans sa dernière phase. Les huit pays impérialistes en partiront sans doute satisfaits. On ne pourra en dire autant des dix-neuf

pays — qui ne sont d'ailleurs pas les plus démunis parmi les pays sous-développés, puisqu'ils sont producteurs de matières premières dites « de base » — car les beaux discours d'une conférence n'auront guère apporté de réponse à leurs problèmes. Comment aurait-il pu d'ailleurs en être autrement ?

Les problèmes essentiels des pays sous-développés sont l'accroissement incessant de leur dette extérieure — essentiellement en direction des pays impérialistes — et leur dépendance complète des fluctuations des prix du marché des matières premières dont ils sont producteurs. Ce sont ces problèmes qui devaient être discutés à la conférence Nord-Sud, mais on ne voit pas quels moyens de pression auraient pu avoir les pays pauvres face aux brigands impérialistes qui pillent leurs richesses, pour leur imposer l'établissement

de ce qui fut pompeusement baptisé « un nouvel ordre économique mondial ».

On le voit d'autant moins que les gouvernements les représentant ont largement montré dans le passé leur capacité à faire admettre à leurs masses opprimées respectives l'ordre économique ancien, celui qui, en maintenant leurs privilèges, perpétue en même temps la domination impérialiste.

Alors, il n'est pas étonnant qu'une fois écartés les beaux discours, les promesses de forums à venir et de négociations bipartites, il ne reste comme seul résultat de la négociation que l'engagement d'accroître d'un milliard de dollars « l'aide » aux pays sous-développés. Comparé aux deux cents milliards de dollars de la dette extérieure de ces mêmes pays, cela donne une indication sur les intentions des pays impérialistes.

Et en ce qui concerne la fixation des prix des matières premières qu'exportent les pays sous-développés — prix qui, eux, n'ont pas suivi les prix des produits finis exportés par les puissances impérialistes malgré l'inflation de ces dernières années — aucun engagement n'a été pris.

C'est que les puissances impérialistes ont bien l'intention de faire supporter aux pays les plus pauvres le poids de la crise et de l'inflation, en plus du pillage systématique auquel ils sont déjà soumis, et elles ont tous les moyens d'imposer leurs conditions.

C'est dire que ce n'est pas de conférences de ce type que peut sortir un « nouvel ordre économique mondial », mais bien de la lutte des opprimés eux-mêmes, et non des palabres entre gouvernants.

Louis GUILBERT.



Les délégués à la conférence Nord-Sud : les opprimés du tiers-monde n'ont pas grand-chose à attendre de telles palabres entre gouvernants.

## Egypte

### Le procès des pauvres !

Le procès des personnes arrêtées lors des émeutes de la faim du mois de janvier vient de s'ouvrir en Egypte. Ces cinq cents hommes qui vont comparaître aujourd'hui devant les juges ont été arrêtés au cours de manifestations populaires qui ont éclaté au mois de janvier à la suite de l'annonce par le gouvernement de Sadate d'une augmentation du prix des produits alimentaires.

Face à la vague de violence et de désespoir qui avait soulevé les quartiers pauvres des grandes villes à l'annonce de cette décision, Sadate avait reculé et ajourné l'augmentation.

Mais tout en cédant, la dictature égyptienne ne pouvait admettre que des pauvres aient tenté de se révolter. Aussi les arrestations n'ont pas cessé.

Mille six cents personnes avaient été arrêtées au cours des émeutes, près de cinq cents par la suite, pour appartenance à une organisation politique. Ce sont les premières qui passent en jugement.

Ils sont cinq cents qui n'ont que le tort d'être pauvres et de s'être révoltés contre cette pauvreté.

Cinq cents hommes qui vien-

nent de faire de la prison dans les pires conditions et que le régime risque de condamner parce qu'ils sont un symbole de la révolte populaire.

Cinq cents hommes qui vont subir une mascarade de procès où les jeux sont faits d'avance, où les riches vont juger et condamner les pauvres parce qu'ils se sont révoltés !

I.B.

## Les manifestations contre la dictature au Brésil

Le 31 mai, 20.000 étudiants de l'université de Brasilia se sont mis en grève pour protester contre des représailles prises il y a deux semaines contre certains d'entre eux.

Depuis le début du mois de mai, les étudiants brésiliens se sont mis en mouvement.

Dans un appel aux organisations de la classe ouvrière française, le Comité Brésil pour l'amnistie informe de ce que furent les manifestations du mois de mai au Brésil.

« DANS LES PLUS GRANDES VILLES DU BRÉSIL, 20.000 PERSONNES SE JOIGNENT AUX MANIFESTATIONS D'ETUDIANTS

POUR LA LIBERATION DE SIX OUVRIERS DETENUS DEPUIS LE PREMIER MAI.

ILS APPELLENT A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Dans la « lettre ouverte à la population » distribuée pendant une des plus grandes manifestations, qui a eu lieu le 5 mai à Sao Paulo, les étudiants déclarent : « Se taire c'est être complice. C'est assez ! Assez de prisons. Assez de violences. Assez de morts « inexplicables ». Comme celle de Wladimir Herzog (journaliste), Manoel Fiel Filho (ouvrier) et Alexandre Vanucci (étudiant). Les autorités torturent et mutilent nos camarades. As-

sez de héros handicapés à cause de tortures, comme Manuel da Conceição (paysan). » (...) « On exige la liberté immédiate pour nos camarades ouvriers : Celso Brambilla, Marcia Basseto Pães, José Maria de Almeida et Adamir Marini ; et étudiants : Fernando Antonio Oliveira Lopez, Anita Maria Fabri, Fortuna Dwek et Claudio Julio Gravina, arrêtés sous l'accusation de subversion. »

Le Premier mai marque le point de départ de manifestations populaires, les plus importantes depuis que le terrorisme a été érigé en système. (...) Les organisations libres des

étudiants de Sao Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Niteroi, Curitiba, Ribeiro Preto, ont appelé à des manifestations diverses pour exiger la libération des ouvriers. Malgré l'important dispositif de répression dirigé personnellement par le colonel Dias, secrétaire de la Sécurité politique de l'Etat de Sao Paulo, 10.000 étudiants ont réussi à défilé pendant deux heures dans les grandes avenues de la ville, avec un soutien massif du peuple.

Le 7 mai, 5.000 étudiants manifestaient au campus de l'université catholique. (...) Le 19 mai, les étudiants por-

tant des pancartes avec des mots d'ordre comme par exemple : « Travailleurs, étudiants, unis contre l'oppression », « Résistance Populaire », « Fin des tortures et de l'arbitraire policier », avaient décidé de transformer cette date en une « journée nationale de lutte ». Des manifestations ont eu lieu dans les principales universités du pays, malgré l'interdiction de la dictature militaire. »

Lutte Ouvrière est solidaire des opposants brésiliens en lutte contre la dictature et s'associe aux protestations contre la répression dont ils sont victimes.





# LA FETE EN IMAGES

**Vive la fête !  
Vive la  
révolution !**

Lorsque, terminant son allocution politique devant les milliers de personnes rassemblées à Mériel-Villiers-Adam, lundi 30 mai, notre camarade Arlette Laguiller a dit que nous luttons pour une société dans laquelle la fête ce ne sera pas seulement trois jours par an, elle exprimait bien là ce que veulent, ce pour quoi militent, la plupart de ceux qui l'écoulaient et l'applaudissaient. Dans l'atmosphère chaleureuse et joyeuse de la fête, où chacun vit et s'exprime librement au sein d'une vaste collectivité, nous avons en effet chaque année un petit avant-goût de ce que pourra être la société plus libre et plus humaine que nous voulons construire. Et cette fête de Pentecôte 77 aura peut-être été un succès encore plus grand que les précédentes. Ce sont plus de 30 000 entrées qui ont été décomptées durant ces trois journées ensoleillées : des jeunes, des moins jeunes et des très jeunes, des camarades allemands, anglais, africains, italiens, algériens, antillais, et tant d'autres, des hommes et des femmes qui par milliers reprennent fidèlement et joyeusement le chemin de Mériel à la Pentecôte, mais aussi bien d'autres qui, l'ayant découvert pour la première fois, se promettaient de revenir.

Et ce qui était peut-être le plus frappant, et pour nous un gage d'espoir et de confiance dans l'avenir, c'est que ce public, s'il vient à notre fête pour se divertir et profiter des spectacles, comme il est normal, y vient aussi pour montrer sa sympathie envers nous et envers les idées socialistes révolutionnaires. Car si la société socialiste de demain sera la grande fête des hommes, il faudra se battre pour la bâtir. Comme l'a aussi rappelé Arlette, s'adressant plus particulièrement aux innombrables jeunes présents à la fête, il ne suffira pas pour cela de manifester ses idées et de proclamer ses sympathies pour la révolution. Pour que cette société voie le jour, il faudra, il faut, militer et lutter, et cela ne

sera pas toujours facile. La période dans laquelle nous entrons, qui va peut-être voir les partis de gauche accéder au gouvernement est grosse de développements et d'événements politiques qui seront peut-être décisifs pour l'avenir de tous. Et il importe d'y être politiquement et humainement préparés, il importe d'être de plus en plus nombreux à discerner clairement les enjeux, à ne pas succomber aux illusions qu'engendre parmi les travailleurs la perspective de voir la gauche venir au gouvernement. Cette année, notre fête aura vécu sous le signe de cette perspective : débats dans le cadre des forums organisés, discussions informelles au détour des allées ou devant le stand de tel groupe d'extrême-gauche français ou étranger, réflexion devant les spectacles audio-visuels répartis dans la fête, comme celui qui, sur triple écran, rappelait l'expérience du passage des socialistes et des communistes au gouvernement en France : les préoccupations du public de la fête étaient politiques. Ce sont plusieurs centaines de personnes qui ont assisté et participé au grand forum qui a permis la confrontation de nos idées avec celles des camarades de la LCR quant à ce que doit être la politique des révolutionnaires face à l'Union de la gauche. Cette année, en outre, plusieurs personnalités sont venues introduire et animer elles-mêmes des débats qui ont été autant de succès.

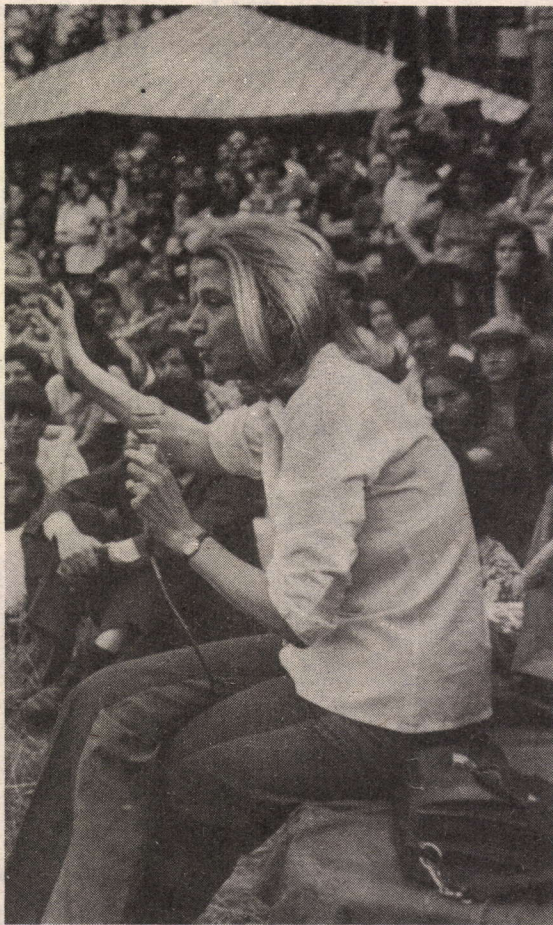
Grâce à cet ensemble de préoccupations et de réalisations, la politique était partout, indissociable de la fête qui n'a pas perdu ses droits pour autant : un programme artistique solide et varié, des jeux à profusion, des divertissements et des danses. Car si nous voulons combattre, et si nous combattons pour une autre société, ce combat n'est pas triste. Et — cette belle fête populaire en aura témoigné — de plus en plus nombreux sont ceux et celles qui se sentent heureux d'en être.







Des forums animés...



## UN VASTE DÉBAT POLI- TIQUE

La fête de LO, c'est un immense forum. On y vient pour écouter les chanteurs et la musique, pour danser, pour jouer et se détendre. Mais on y vient aussi et surtout pour discuter, pour défendre ses idées ou pour mieux connaître celles des uns et des autres. Il y a les forums, bien sûr, dans des emplacements aménagés — et cette année, c'est une soixantaine de débats qui ont eu lieu dans ce cadre. Mais il y a aussi les multiples occasions et rencontres qui déclenchent les discussions, embouteillant les allées et animant les pauses-repas. La présence des stands de groupes ou organisations politiques françaises et étrangères fait même de la fête un vaste forum de l'extrême-gauche.

Tous les sujets possibles ont été abordés, depuis le mouvement de contestation dans les pays de l'Est jusqu'à l'unité des révolutionnaires, en passant par la situation en Irlande. Samedi 28, l'oppression des femmes, la nature de leur lutte et leurs formes d'organisation politique ont fait l'objet d'un débat passionné, rassemblant plusieurs centaines de personnes. Animé successivement par l'écrivain Marie Cardinal et par Gisèle Halimi, il a duré près de trois heures sans interruption.

D'autres personnalités sont venues animer des débats semblables le dimanche et le lundi : ainsi Denis Langlois a dénoncé les méfaits de la police, tandis que, avec Serge Livroz, on s'est demandé si une société sans prison est possible, et que l'avocat Dechezelles a évoqué les problèmes de la justice.

Mongo Beti, pour sa part, dont le livre *Main basse sur le Cameroun* a été longtemps interdit en France, a introduit un débat au cours duquel ont été discutées les perspectives qui s'offrent aux révolutionnaires africains, et où le nationalisme a été mis en question. Ce sont naturellement les thèmes écologiques qui ont déclenché les controverses au forum organisé par Brice Lalonde.

Mais c'est le grand forum opposant un camarade de la LCR et un camarade de LO, et au cours duquel bien d'autres ont pu intervenir, qui a rassemblé le plus grand nombre de participants. Il aura permis de clarifier pour beaucoup les positions en présence sur le problème de l'heure en France, qui est bien celui des tâches qui se posent aux révolutionnaires face à l'échéance électorale de 1978.



Des expositions variées...



## l'allocution d'A le dimanche 29 ma

Après la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, Georges Séguy et Edmond Maire ont déclaré tous deux qu'ils espéraient qu'il s'agissait du dernier 1<sup>er</sup> Mai où les travailleurs étaient écartés du pouvoir.

Nous ne savons pas si c'est la dernière fête de Lutte Ouvrière avant le changement de gouvernement. Nous ne le savons pas, d'abord, parce que si nous souhaitons, comme des millions de travailleurs, que la gauche l'emporte aux prochaines législatives, nous ne pensons pas que le résultat soit acquis d'avance. Et surtout nous pensons que même si la gauche l'emporte et forme le gouvernement, les travailleurs ne participeront pas au pouvoir pour autant.

On l'a vu dans le passé : les deux fois les plus récentes où la gauche a eu la responsabilité du gouvernement dans ce pays, en 1944-1947 à la Libération, et en 1956 avec le gouvernement Guy Mollet, les bourgeois et les patrons ont toujours été beaucoup plus près du pouvoir que les travailleurs. En fait, il n'ont jamais cessé d'y être, ils n'ont jamais cessé de diriger les affaires du pays, même lorsque des ministres socialistes ou communistes occupaient le devant de la scène. Et chaque fois, l'expérience s'est terminée par l'ouverture d'une nouvelle période de réaction.

Après le gouvernement tripartite de 1945-1947, il y a eu la succession des gouvernements de droite de la guerre froide. Après Guy Mollet, et avec le consentement de Guy Mollet, il y a eu De Gaulle et les longues années du pouvoir sans partage de l'UDR.

C'est pourquoi, si nous pensons bien qu'il y a dans ce pays, en ce moment, une nette pous-

sée à gauche ; si nous pensons que les élections municipales ont exprimé une radicalisation qui, nous l'espérons, se maintiendra aux législatives, nous espérons et surtout nous militons pour que cette radicalisation ne se manifeste pas seulement sur le plan électoral.

Car si elle se cantonne sur le plan électoral, si les travailleurs se contentent de confier leurs espoirs et leur sort au gouvernement de la gauche, alors ils seront bien déçus.

Les hommes de gauche, s'ils sont élus aux prochaines législatives, géreront l'héritage bien difficile que leur auront laissé les hommes de droite. Ils hériteront de la crise, du chômage, de l'inflation. Ils hériteront de la méfiance des possédants, et leur rôle sera de faire accepter l'austérité aux travailleurs. Mitterrand ne l'a pas caché, lors du sinistre débat qui l'a opposé à Barre à la télévision. Il s'est fait fort, lui, d'avoir le consentement des travailleurs et des syndicats.

Il a dit que, contre la crise, il ne pourrait rien et que contre le chômage il lui faudrait cinq ans, comme à Barre. Il a osé dire cela devant des millions de téléspectateurs écœurés. Et ce n'est pas parce qu'il n'était pas en forme, comme on le prétend aujourd'hui. C'est parce que, lui, Mitterrand, n'avait rien à dire aux travailleurs et qu'il ne s'adressait qu'aux possédants, qu'aux bourgeois.

La déception des travailleurs au lendemain de cette émission n'est rien, bien sûr, en comparaison de ce que sera leur déception lorsque la gauche au pouvoir gèrera la crise et leur demandera des sacrifices que la droite n'aurait pas pu leur imposer.

C'est pourquoi nous espérons,



# FETE EN IMAGES



**riette Laguiller**



nous, que la radicalisation qui s'est manifestée dans les élections municipales, dans les défilés du 1<sup>er</sup> Mai et la grève générale du 24 mai, se traduira autrement que sur le plan électoral.

Nous espérons et nous militons pour que cela se traduise d'abord par une plus grande participation des travailleurs à la vie politique.

Car ce qui est en question, ce n'est pas de savoir quels délégués envoyer à l'Assemblée législative, à qui confier les responsabilités pour sept ans, à qui donner des pouvoirs, en espérant qu'ils respecteront leurs engagements. Ce qui est en question, c'est la nécessité d'agir directement.

Ce qui est en question, c'est la volonté des ouvriers, des intellectuels, des jeunes, qui veulent que la vie change vraiment — leur volonté de s'organiser, de s'instruire, de rejoindre les organisations politiques.

Personne ne changera la vie pour vous. C'est vous qui pouvez tout pour vous, mais à condition d'avoir la volonté d'agir politiquement, de comprendre, d'acquiescer la conscience et l'organisation nécessaires.

Tous ceux qui vous disent : « Laissez-nous faire, votez pour nous, nous ferons le reste », tous ceux-là vous mentent. Ils briguent vos suffrages pour s'en servir pour d'autres intérêts que les vôtres. Ne gaspillez pas votre confiance. Vous voulez que la gauche l'emporte, mais vous n'avez pas confiance. Vous avez raison.

Vous voulez que la vie change : vous avez raison. Restez mobilisés.

En 1936, c'est la grève générale — ce n'est pas le Front Populaire — qui a obtenu les 40 heures et les congés payés.

Demain, la gauche gagnera peut-être les élections. Mais aujourd'hui, avant même d'être au pouvoir, elle annonce haut et clair qu'elle ne pourra pas faire de miracles. Alors, n'espérez d'elle aucun miracle, ne comptez que sur vous-mêmes.

Nous ne sommes pas nombreux aujourd'hui à dire cela. Nous savons bien que nous sommes minoritaires. Mais nous savons aussi que nous pouvons grandir plus vite que d'autres dans ces circonstances.

Ce n'est pas facile de dire la vérité aujourd'hui. Ce n'est pas facile, quand l'espoir et les illusions l'emportent, de dire : « Méfiez-vous » ; de dire : « Ces hommes que vous allez élire vont vous tromper et vous décevoir ». Personne n'aime se voir bousculer ainsi.

Mais il faut savoir dire la vérité, car la vérité seule est révolutionnaire.

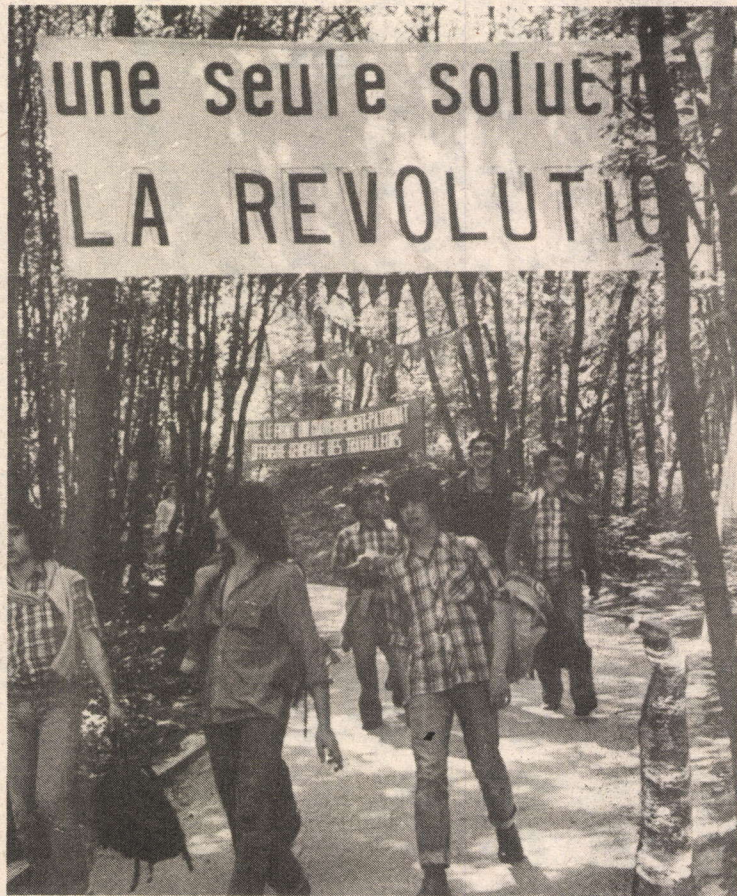
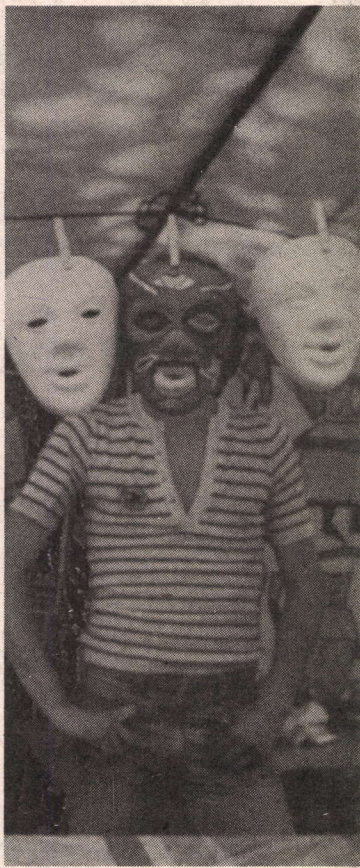
Nous nous ferons peut-être des ennemis en tenant ce langage. Nous verrons peut-être des amis se détourner de nous. Mais cela ne nous fera pas renoncer.

Nous nous adressons à l'intelligence de la classe ouvrière, pas à ses illusions.

Nous espérons bien, précisément parce que nous aurons toujours dit la vérité, parce que nous n'aurons jamais menti, jamais travesti la vérité, que nous serons plus nombreux et plus déterminés.

L'an prochain, quoi qu'il arrive et surtout si les circonstances politiques ont changé, nous espérons que cette fête, ce grand rassemblement de nos amis et sympathisants, sera plus important, plus significatif, et qu'il revêtra une autre importance politique.

Camarades et amis, en attendant, vive la fête !



Un bol d'air...

...et de fraternité.



Ils venaient d'Allemagne pour participer à notre fête, en passant par la Belgique. Ils ont été bloqués à la frontière par les douaniers qui n'ont pas voulu laisser entrer en France les livres et les brochures des camarades du Spartakusbund.

Ces camarades ne parlaient guère le français. Les explications furent donc laborieuses et l'administration des douanes en profita pour conclure à une « amende » de 800 F. Elle laissa passer les militants mais elle... garda les livres et les brochures qui devaient être, ont dit les douaniers, récupérés au poste au retour (sauf pour deux exemplaires de chaque document, saisis tout aussi arbitrairement par la police des frontières).

Cela s'est passé à Givet. Mais cela aurait pu se passer ailleurs. Ce n'est pas la première fois que l'administration des douanes, si indulgente envers les passeurs de capitaux, bloque des livres et des brochures politiques parfaitement légaux.

Cette attitude scandaleuse est bien caractéristique de l'arbitraire de l'administration.



Il n'y a pas d'âge pour faire la fête.





## Plus de 300 artistes à la fête

C'est la tête pleine de mélodies et de rythmes que chacun est revenu de Mériel-Villiers Adam, après ce week-end de Pentecôte. Et il y en avait pour tous les goûts : depuis le jazz, dans son interprétation traditionnelle comme dans ses développements modernes, jusqu'aux airs d'accordéon de la guinguette ; depuis la musique flamenco jusqu'à la musique d'Amérique Latine, en passant par les chants palestiniens ; des chansons de Jacques Prévert jusqu'à la musique pop — et nous en passons — les artistes se sont produits, ont enthousiasmé ou ému un public chaleureux et spontané, sur quatre scènes différentes. Sans compter les spectacles improvisés ici et là dans la Fête, dans les allées et sur les petites places, et les spectacles spécialement conçus pour la joie des enfants.

Nous n'aurions garde d'oublier parmi les succès de la fête celui des différents ensembles de musique classique qui, en plein air, ont donné leurs concerts devant des milliers de personnes ravies.

Pas plus que nous n'oublions les spectacles théâtraux donnés par plusieurs troupes dans le cadre du Théâtre de Verdre, ni les mimes, ni la musique du Maghreb ou du Kurdistan... ni tant d'autres.

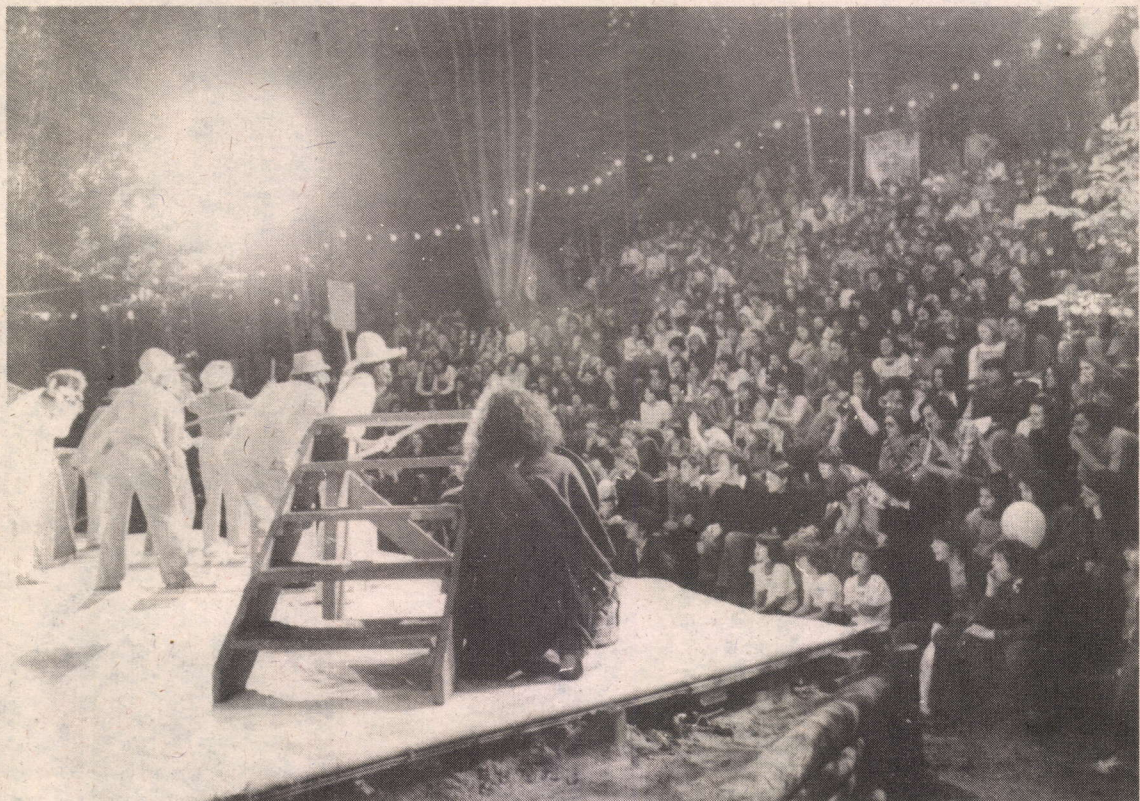
La Fête, c'est l'occasion d'apprécier ou de découvrir la musique et les spectacles artistiques les plus variés ; c'est l'occasion d'en profiter pleinement, collectivement.

## Ils ont animé la fête

The ALAKOK  
ALLARDI  
Dominique BERODI  
BI-GO-KON  
Jacques BLOT  
Marc BOUHOT  
CAPVATH  
LOS CARIACOS  
Jean-Roger CAUSSIMON  
CELEMENE  
CHANTAL et DANIEL  
Jean-Louis CHAUTEMPS et son ensemble  
Jean-Yves CHETAIL  
Bill COLEMAN  
Dominique DAVEAU  
Jacques DEBRONCKART  
Christian DENTE  
Franck DESSAIVRE  
Yvan DUJOLLIE  
Ensemble d'ANATOLIE  
ENSEMBLE FRANÇAIS DE MUSIQUE DE CHAMBRE dirigé par Paul FERRARIS  
LES FAUX FRERES  
FERCHAUD  
LES GALIPIOTS  
GARIAZZO  
Francis GERAUD  
Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre  
Thierry GRAAL  
HAPPY POSSUM'S STRING BAND  
JEAN-MICHEL  
JOCELYN  
R. JONES  
Jacques HALBOUT  
LOS INDIANOS  
LOS KIMBAS  
Christian LANCERY  
LE GUEVEC  
Pierre LORIA  
G. LORICH

LUBAT  
Luiza, Jean-Luc et Françoise  
Benito MERLINO  
Le mime LUC  
J.M. MORENNE  
LES MOUN'KIKI  
Mohand MOUNSI  
MONGE  
El MOUSSAFRINE  
MUSIQUE ENSEMBLE  
NOUS CHANTONS, NE VOUS DEPLAISE  
Patrick OCHS  
LES ORCHIDEES  
Herbert PAGANI  
PARESSONS EN TOUTES CHOSES  
A. PINSOLE  
Michel PORTAL et son ensemble  
Freddy ROJAS  
LES RELAX  
LA SAUTERELLE  
LES SENTHACLOS  
Michel SOHIER  
SOHO  
LES SONNEURS DE RENNES  
Jeunes de la SNECMA  
Henri TACHAN  
Roger TARANTINI  
TEMO  
THEATRE DE LA BASOCHÉ  
THEATRE D'HOY  
THEATRE PRAXIS  
Cora VAUCAIRE  
VERY FLORIS  
VITALIS  
ZAOUIA  
□ Nous avons pu oublier quelques noms dans cette liste, et nous demandons à ceux-là de nous en excuser : car tous ont contribué à l'animation, à la variété, à la qualité et finalement au succès de la Fête.

# LA FETE EN



Dans le cadre du théâtre de Verdre :



Le théâtre Praxis joue La Paix, d'Aristophane.



Le groupe « Nous chantons, ne vous déplaie ».





# IMAGES

● Les artistes-chanteurs, musiciens, comédiens ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la fête, malgré des conditions de plein air parfois nouvelles pour certains.

Ils ont tous apprécié l'ambiance fraternelle, la chaleur communicative qui règnent à la fête; et si pour certains d'entre eux,

qui reviennent pour la deuxième fois vivre avec nous ces trois journées, cela ne constitue pas une surprise, il en est d'autres que la Pentecôte 1977 aura conquis. A quelques-uns d'entre eux, que nous avons pu joindre, nous avons demandé leurs impressions après leur passage sur le grand podium.



Artiste en herbe.

## Henri TACHAN

LO : tu es déjà passé au gala de Lutte Ouvrière. Que penses-tu de ton passage à cette fête ?

— C'était prodigieux ! C'était en plein air, il y avait je ne sais combien de milliers de personnes. La sonorisation était paraît-il très bonne auprès du public. Pour le retour de voix, du piano, sur scène, c'était plus difficile... Mais alors, les gens, l'attention, la spontanéité des réactions aux mots, à la phrase, les rires, c'était vraiment... Tu vois ce que je veux dire, c'est parti comme un boulot, et cela se termine comme une espèce de fête, sans démagogie aucune. C'est extraordinaire, j'ai passé là une de ces petites heures...

Quand il y a des occasions comme celle-là, on est heureux de chanter... Comme si je réécrivais mes chansons, là, en public !



Cora Vaucaire a chanté Prévert.

## Paul FERRARIS

Paul FERRARIS, qui a dirigé l'Ensemble Français de Musique de Chambre, interprétant plusieurs œuvres de Vivaldi et Haendel, et notamment les *Feux d'artifices royaux* pour la première fois en plein air :

« Je trouve cela très sympathique. A partir du moment où des gens se réunissent entre eux, je trouve toujours ça très sympathique, quelque étiquette qu'il y ait. Et puis de les voir réagir si bien, c'est

toujours très agréable, ça donne confiance, ça fait plaisir. On s'aperçoit que les gens aiment la musique. Le plaisir propre de faire de la musique n'est pas tellement grand dans des conditions difficiles, bien sûr. Mais comme faire de la musique, ce n'est pas seulement la faire pour soi, mais aussi la faire pour les autres, donc le problème n'est pas trop grand pour nous ».

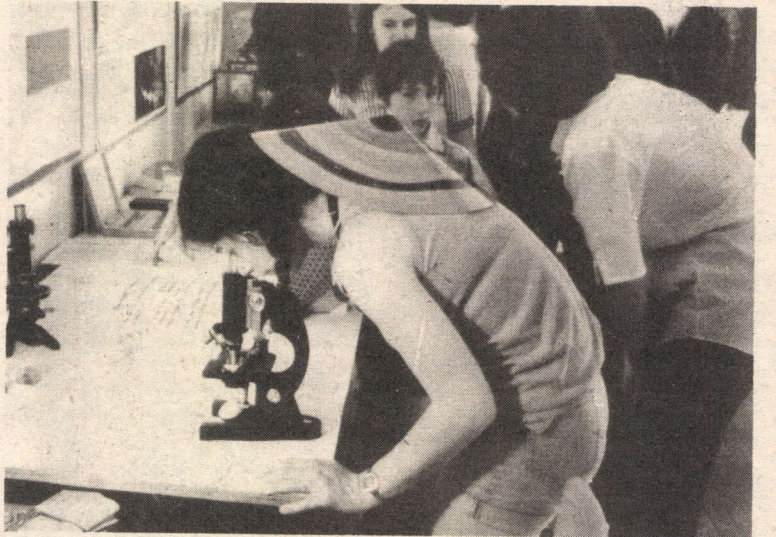


Les enfants aussi...

## Bill COLEMAN

« Je crois que c'était formidable. Il y avait une ambiance du tonnerre. Si c'est comme ça chaque année, moi je serais bien content de revenir... »

Quand il y a un public comme ça, on a vraiment envie de jouer. Je ne voulais pas m'arrêter, mais on est bien obligé... J'ai été très content, et mes musiciens aussi ».



S'instruire...

ou apprécier le jazz-rock.

## Jean-Roger CAUSSIMON

Jean-Roger CAUSSIMON a lui aussi trouvé la fête très sympathique :

« Le lieu était bien choisi, et puis c'était bien organisé. Cela m'a semblé vraiment être une fête. Cela doit demander beaucoup de dévouement de la part de vous tous, d'organisation et de temps bien à l'avance. Cela m'a fait très plaisir, et j'ai été très content de participer ».

Quand nous lui demandons ce qu'il a pensé du public :

« J'ai été bien accueilli. Je sais bien que j'ai la sympathie de ce public-là, n'est-ce pas : je ne peux pas dire plus que cela. Je suis avec vous de tout cœur ».



Le groupe « The Alakok ».



Artiste de la cuisine !

## C'est Juan qui parle au nom de Los Indianos

« La première chose qui m'a touché, c'est l'organisation de la fête. Je pense qu'on a profité d'un beau lieu, mais on a bien préparé l'accueil pour les gens. Je n'ai pas vu tout le déroulement du programme artistique, mais ça m'a beaucoup plu. Pour notre spectacle, je pensais que les gens nous ont bien accueillis malgré la déconcentration qu'il y avait parce que ce n'était pas un spectacle préparé pour le plein air, mais quand même on a senti de la communication ».



dans l'extrême gauche

## « ROUGE » APPELLE A L'AIDE

Nos lecteurs connaissent bien les difficultés de la presse et de la presse militante en particulier. Elle ne peut vivre que du soutien de ses lecteurs. Après quinze mois de parution régulière, sous le titre « Rouge ne doit pas mourir », Rouge du 31 mai ouvre ses livres de comptes et lance une nouvelle souscription de 150 millions. La direction de la LCR adresse un appel à ses militants pour la mobilisation générale, car Rouge peut mourir ; malgré 10 000 lecteurs réguliers, c'est le chiffre de journaux vendus par les NMPP, le journal est déficitaire :

« Nous avons tablé sur une stabilité globale des ventes autour de 10 000 exemplaires quotidiens : l'évolution des derniers mois (voir ci-contre) montre que c'est un pronostic raisonnable. Cela correspond à 280 000 francs de recettes : 230 000 francs pour 9 000 exemplaires vendus par les NMPP, plus 50 000 pour les 1 000 abonnements, la publicité et divers.

Pour estimer les dépenses, nous avons tablé sur l'augmentation prévisible du coût de la vie, plus une hausse de 400 F des salaires. (...)

L'impression en fac-similé sur le sud de la France pèse lourdement dans le déficit. (...) L'impression parisienne, elle, ne nous coûte pas cher. Il faut dire que

Rotographie facture Rouge presque à moitié prix des conditions que ferait un imprimeur bourgeois : le devis le plus faible qui ait été fourni est de 230 000 F par mois, au lieu de 120 000 environ, actuellement pour Rotographie.

Résultat ? Un trou mensuel de 220 000 francs, 22 millions anciens. La LCR comble une partie de ce déficit, en versant une subvention régulière, prélevée sur les cotisations des militants, de 40 000 francs par mois. Le déficit reste donc de 180 000 francs par mois, 18 millions anciens ! ».

Que faire ? s'interroge Rouge. La direction de la LCR envisage plusieurs possibilités : interrompre le fac-similé pour le sud de la France, interrompre la parution du quotidien jusqu'en janvier, mais le prix politique à payer, estiment les camarades de la LCR, serait trop lourd, pour le peu d'économies que cela permettrait. Ils s'orientent donc dans d'autres directions.

« D'autres possibilités sont à l'heure actuelle à l'étude : transformer Rouge en un quotidien du soir à Paris, et du matin en province ; transformer l'édition du samedi (ou du vendredi), pour adopter une formule magazine sur 16 ou 20 pages, pour laquelle on pourrait faire des ventes militantes.

En tout état de cause, même si on peut espérer une légère

augmentation des ventes pour la fin de l'année (l'objectif est de 2000 lecteurs supplémentaires pour fin octobre), c'est au minimum 150 millions anciens qu'il faut réunir, sous forme de souscription. Est-ce utopique de fixer un tel objectif ? Non : cela ne représente que 150 F en moyenne par lecteur, 20 F par lecteur et par mois. »

Rouge appelle ses sympathisants et ses lecteurs à combler d'ici un mois le déficit accumulé.

« Compte tenu de ce que les mois d'été sont toujours difficiles, même en ne paraissant que sur huit pages, c'est 80 millions que nous devons réunir en juin pour que « Rouge » ne meure pas. Nous avons 30 jours pour cela : il ne faut pas en perdre un seul.

Mais on ne peut tabler sur la seule souscription pour réunir une telle somme : nous avons besoin d'abonnements, de prêts de lecteurs pour quatre à six mois : chacun a souvent un peu d'argent de côté, une provision pour payer ses impôts, s'acheter une bagnole, un petit pécule pour quand on sera à l'armée, etc.

Plutôt que de laisser cet argent dormir sur un compte-chèque ou dans un bas de laine, il vaut mieux l'employer utilement en le prêtant à « Rouge » pour l'aider à passer l'été ! »

## lu avec intérêt ...lu avec intérêt

THE SPARK

AU CONGRES  
DU SYNDICAT  
DE L'AUTOMOBILE,  
LES DIRIGEANTS  
CONTESTES

Spark consacre la première page de son N° 88 du 23 mai au récent congrès du syndicat de l'automobile, l'U.A.W. qui reflète le mécontentement des travailleurs.

« Les bureaucrates locaux dans l'automobile dépendent de la direction nationale. (...) Mais à ce congrès un nombre appréciable de bureaucrates locaux exprimèrent leur opposition aux instances supérieures sur un certain nombre de points.

Il y eut une opposition ouverte sur la question de savoir comment les dirigeants nationaux devraient être élus. Beaucoup de bureaucrates locaux auraient préféré que les dirigeants nationaux soient élus par l'en-

semble des membres du syndicat. Les travailleurs de l'automobile ne peuvent pas élire directement leur président. Quand les ouvriers sont écœurés par la politique du syndicat, les seuls dont ils puissent se débarrasser, ce sont les bureaucrates locaux. (...) Et ainsi près d'un tiers des délégués — la plupart des bureaucrates locaux — votèrent contre la direction nationale sur la question de l'élection des dirigeants nationaux. (...) Là où la direction nationale fut le plus proche de la défaite, ce fut sur la question de savoir si il fallait rejoindre l'AFL-CIO. Beaucoup de dirigeants locaux sentaient que cela signifierait un contrôle accru sur eux,

et une plus grande discrimination contre les ouvriers non qualifiés en faveur des travailleurs qualifiés qui forment l'ossature des syndicats de l'AFL. La direction nationale n'a pas présenté cette question au vote parce qu'il y avait une trop forte opposition.

Ces problèmes ne sont pas importants en eux-mêmes mais ils témoignent des pressions subies par les bureaucrates locaux. Ils sont plus près de la base et ils savent qu'il existe un bouillonnement souterrain. Et ils essayent de se protéger en prenant quelques distances par rapport à la direction nationale avant que l'orage n'éclate ».

Libération

REPORTAGE SUR  
LES CONDITIONS  
DE VIE EN POLOGNE

Sous le titre la « Pologne entre deux émeutes », Libération a publié une série d'articles sur les conditions actuelles politiques et économiques de ce pays. Du journal du 27 mai 1977 nous extrayons :

« Nie ma », « Il n'y en a plus ». Une ou deux saucisses pendant aux murs nus. L'étalage est désespérément vide. Cette vision, des deux mots, appartient au quotidien des Polonais au même titre que les longues files d'attente à l'entrée des magasins d'alimentation. (...)

Des retraités louent leur service pour prendre place dès l'aube dans ses files d'attente pendant que la ménagère vaque à ses autres occupations. La patience n'est pas toujours récompensée, faute de produits. (...)

Les vêtements sont de qualité et l'alcool n'est pas cher. Ce sont d'ailleurs les deux postes qui ont le plus augmenté depuis 1970 dans les dépenses des ménages. Les Polonais ont beau s'habiller avec élégance et les

Polonais se saouler quasiment tous les soirs, cette situation peut à la longue provoquer quelques étincelles. Les émeutes du 25 juin, en réponse à l'augmentation des prix et des produits de première nécessité, ont d'ailleurs été marquées de nombreuses scènes de pillage. On parle encore à Radom de la prise d'assaut d'un camion de charcuterie ce jour-là par une foule en colère. (...)

Les différences sociales sont certes parfois criantes mais elles n'atteignent pas le niveau de la Hongrie, pays confortablement installé dans la société de consommation avec toutes les inégalités que cela peut amener. On n'est pas arrivé ici au même résultat plutôt par manque de moyens que faute de l'avoir voulu. Et pourtant le Polonais ne connaît pas la misère, loin de là. Son pouvoir d'achat est au contraire bien supérieur aux possibilités du marché, d'où le constant décalage entre l'offre et la demande à la base de la pénurie. Cette « riches-

se » relative trouve bien plus son origine dans les trafics en tout genre, que chacun pratique, que dans le salaire reçu (environ 500 F en moyenne). Ce trafic commence par les heures supplémentaires, le travail au noir après son emploi (qui se termine vers 14 h 30) et s'achève par le bakchich élevé au rang d'institution et de véritable marché parallèle. « Les caisses d'épargne regorgent d'argent ». (...)

Les extraordinaires hausses de salaires depuis 1970 n'ont pas arrangé cette situation (plus de 35 % d'augmentation de 1970 à 1975). (...)

Avec 80 % des terres cultivées aux mains de cultivateurs privés, la Pologne offre un cas particulier parmi les pays de l'Est. (...)

L'exode rural a libéré des terres que l'Etat rachète en même temps qu'il vient d'instituer une prime à la retraite incitant les vieux paysans à céder leur propriété. Le mécanisme est lent et les chiffres officiels prévoient que d'ici 1980, un tiers seulement des terres cultivables seront collectivisées ».

## FÊTES de LUTTE OUVRIÈRE

### ● Saint-Etienne

Dimanche 12 juin, de 10 heures à 22 heures  
Ancien garage Gatty  
Boulevard Jules-Janin  
Plaine Achille  
Spectacles... forums... cinéma... jeux... restauration

### ● Dijon

Samedi 11 juin et dimanche 12 juin  
Parc des Cèdres  
Commune de Quetigny-les-Dijon  
Spectacles, forums, cinéma, jeux, restauration  
Bal samedi soir

### ● Vierzon

Samedi 11 juin et dimanche 12 juin  
Parc de La Noue  
Bal samedi soir

### ● ROUEN

le 19 juin à Orival

### ● TOULOUSE

le 19 juin

### ● CLERMONT-FERRAND

les 25 et 26 juin

LUTTE OUVRIERE



Le "complément familial" :

# une combine électorale financée par les cotisations des salariés

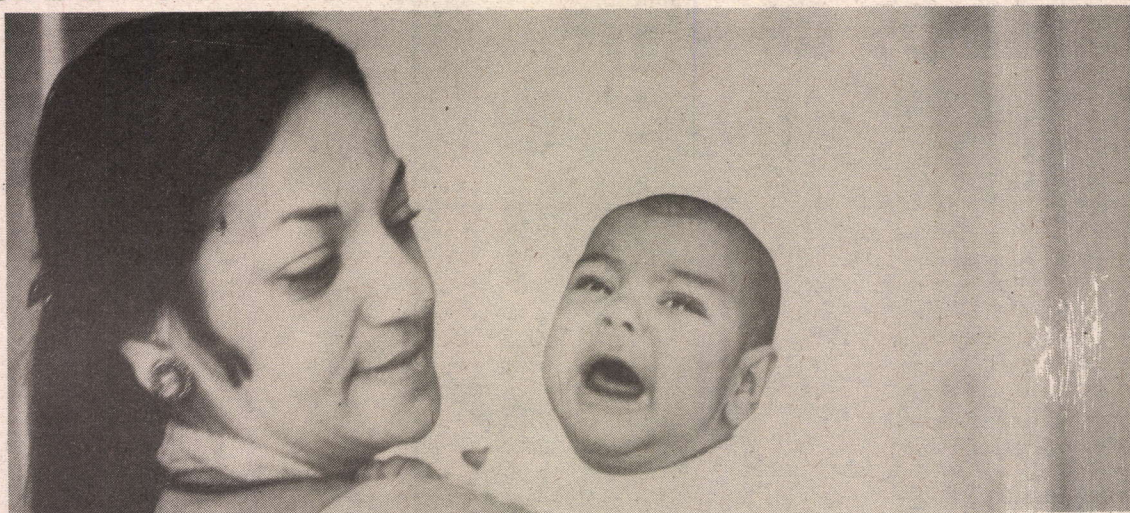
Le gouvernement avait prétendu de longue date qu'il avait la volonté de réformer profondément le système des allocations familiales. Le projet discuté actuellement prévoit que cinq allocations actuelles — celle de salaire unique et de mère au foyer, leurs majorations, et l'allocation pour frais de garde — seraient regroupées en une seule baptisée « complément familial ».

Son montant de 340 F par mois (porté à 510 F pour les parents isolés) serait versé, que la mère travaille ou non, aux familles ayant un enfant de 3 ans ou au moins trois enfants et dont les ressources seraient inférieures à un plafond. Ce plafond, indexé sur les salaires, serait d'une part majoré de 30 % en cas de double activité professionnelle des parents et d'autre part ce serait un plafond « souple », puisqu'une allocation différentielle de 140 F

environ seraient versée aux familles dont les revenus excéderaient de 340 F ledit plafond...

Comme on le voit, ces mesures ne constituent pas une simplification considérable de calcul des allocations, mais elles permettraient à près de 300.000 familles supplémentaires de bénéficier de cette nouvelle prestation. Et si l'application de ce projet est prévue pour janvier 1978, soit deux mois avant les élections législatives, ce n'est certainement pas un hasard.

Le gouvernement se sert de tous les moyens en son pouvoir pour préparer à sa façon les prochaines élections et ce ne serait pas la première fois qu'un relèvement des allocations familiales, entre autres mesures du même genre, aurait précédé de peu une échéance électorale. Cette fois, l'argent nécessaire au financement de ce supplément d'allocation sera pris dans les excédents



Arrondir un petit peu la fin de mois de quelques mères au foyer ou tenter d'arrondir sa majorité électorale.

des caisses d'allocations familiales. Il se trouve en effet que les retenues effectuées sur les salaires, qui ont augmenté du fait de l'inflation des dernières années, ont été supérieures aux

versements au titre des allocations familiales.

Ainsi, le gouvernement s'apprête à se servir de l'argent versé par les travailleurs pour financer la campagne électorale de la

majorité. Derrière les grands discours sur les projets de réforme de la société libérale, se cache en réalité la petite combine électorale.

Stéphane LAROCHE.

## Petits poissons mangés par les grands

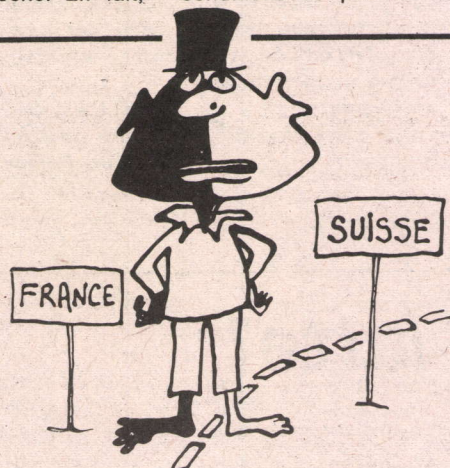
La condamnation d'un patron pêcheur de Saint-Guénolé-Penmarc'h par un tribunal anglais, pour infraction à la réglementation internationale, a déclenché un mouvement de protestation parmi les marins pêcheurs bretons. Les accès de plusieurs ports ont été bloqués, ceux de Roscoff, Brest et Dunkerque notamment.

Pourquoi les marins pêcheurs protestent-ils au juste ? Le patron condamné était effectivement dans l'illégalité : il pêchait avec un filet aux mailles serrées, ce qui est interdit par la réglementation maritime internationale. Le chalutage au filet à mailles fines, attrapant sans distinction les adultes de petites espèces et les jeunes de grandes espèces, qui n'ont de ce fait plus le temps de se reproduire, contribue trop à dépeupler les zones de pêche.

Mais le chalutage au filet à mailles fines n'est pas le seul responsable du dépeuplement des zones de pêche. En fait,

si le problème se pose aujourd'hui, c'est parce que les techniques modernes de chalutage permettent une exploitation de ces zones sur une grande échelle. Les chaluts de fond ratissent le sol sous-marin, détruisant le milieu particulièrement riche en organismes végétaux et animaux essentiels pour la reproduction des espèces vivantes. Les chalutages sont très fréquents et la taille des chalutiers est de plus en plus grande ; de véritables navires-usines dépeuplent les eaux. Et évidemment personne ne poursuit les grosses sociétés de pêche capitalistes, propriétaires de ces navires-usines.

Aussi, derrière le mécontentement des petits pêcheurs, où se mêlent l'hostilité aux autorités britanniques et la défense de leur corporation, perce l'exaspération de ces petits patrons contre les plus gros, responsables de la détérioration des conditions de pêche. I.B.



LE GOUVERNEMENT SUISSE A INTERDIT LA MISE EN VENTE DES PILLULES A BRONZER.

LUTTE OUVRIERE

## Les maîtres-auxiliaires en lutte

Le mercredi 25 mai, plusieurs centaines de professeurs non titulaires sont venus au ministère de l'Éducation nationale, à l'appel du Comité de liaison des auxiliaires, demander la garantie d'emploi pour tout le personnel à la rentrée de septembre.

Personne n'a voulu les recevoir. Par contre les flics ont chargé brutalement et il y a eu des blessés.

Voilà bien la seule réponse dont est capable Haby face aux maîtres-auxiliaires inquiets de leur avenir. Il est plus prompt à dénoncer la « politisation » des enseignants qu'à leur donner un emploi sûr et un salaire garanti. Il faut dire

que cela coûte plus cher !

Chaque année, le même problème se repose à ces maîtres-auxiliaires. Vont-ils retrouver un emploi à la rentrée ? Où ? Pour combien de temps ?

Les maîtres-auxiliaires ont assez de leur situation de professeurs au rabais, de « bouche-trou », sous-payés, sans aucune garantie d'emploi.

Ils ont engagé la lutte : rassemblements, délégations, grèves... pour exiger la titularisation immédiate. Et, suite à l'accueil qu'ils ont reçu le 25 mai, une grève a démarré dans une cinquantaine d'établissements.

Le mouvement est assez peu

suivi, semble-t-il ; mais il faut rappeler que les maîtres-auxiliaires prennent des risques car ils peuvent être licenciés du jour au lendemain sans aucune indemnité ni préavis. D'autre part, force est de reconnaître qu'ils ne trouvent pas tout le soutien dont ils auraient besoin auprès des professeurs titulaires et des syndicats d'enseignants.

Ceux qui luttent ont compris que c'est le seul moyen pour eux d'obtenir satisfaction, la titularisation et des garanties de réemploi pour l'année prochaine. Ils doivent pouvoir compter sur un large soutien.

G.T.

## Se dorer avec la pilule ?

Le gouvernement suisse vient d'interdire la mise en vente de la « pilule à bronzer » de production française.

Cette pilule, vendue dans les pharmacies en France, depuis avril, donne à ceux qui l'utilisent une couleur saumon qui s'apparente au bronzage de la peau par le soleil. Ce résultat est obtenu grâce aux substances chimiques proches des pigments caroténoïdes qu'elle contient et qui, absorbées à forte dose, s'accumulent dans les graisses hypodermiques.

D'après les experts, la quantité maximum journalière que l'organisme peut absorber est supérieure au traitement. Pourtant cette absorption est anormale et il n'est pas évident que l'on en connaisse bien toutes les conséquences. Ce qui est certain, c'est qu'elles sont contre-indiquées pour les femmes enceintes, car un excès de vitamine A

dans l'organisme de la femme pourrait nuire au fœtus.

Par ailleurs, malgré le hâle qu'elle donne, elle ne protège absolument pas la peau du soleil comme le fait le hâle naturel.

Pourtant, ce produit connaît un immense succès actuellement sur le marché français, puisque plus de 500.000 boîtes se sont vendues en moins de deux mois, malgré leur prix élevé (de 49 à 89 F) et malgré un traitement draconien, qui exige quatre pilules par jour pendant trois semaines pour obtenir le bronzage et deux pilules par jour pour l'entretenir !

Et tout cela, pour une stupide question de mode ! Stupide parce que dangereuse, comme le sont bien d'autres choses, comme le port des talons compensés par exemple, qui déforme la colonne vertébrale.

Il n'y a pas si loin de ce genre de chose à ce qui passe chez

nous pour des vestiges de la barbarie, comme les pieds bandés des Chinoises ou le cou des « femmes-girafes ».

Stupide, parce que cette mode s'impose à des millions d'individus avec la force d'une nécessité. Il faut être bronzé ! La presse le dit, la publicité le dit ! A tel point qu'il vaut mieux être bronzé pour ne pas se faire remarquer !

Car dans notre société conformiste, la pression sociale est puissante et exerce une véritable dictature sur la population, et pas seulement dans le domaine de la mode, mais dans tous les domaines de la vie sociale. C'est elle qui façonne les opinions, les goûts, les habitudes...

Mais les plus responsables de ces pratiques aberrantes ne sont pas les utilisateurs, mais bien tous ceux qui spéculent sur la crédulité et souvent l'ignorance de la plupart des gens.

Irène BROSSARD.



## Retraite à l'économie ou temps de vivre...



La retraite à 60 ans pour les femmes ? Bien sûr, mais il faut aussi le temps de vivre avant d'avoir 60 ans.

Dans le cadre de la séduction tous azimuts des électeurs, les formations de la majorité se mettent à jouer leur couplet social.

Après le « complément familial » proposé par le gouvernement (comprenez la majorité giscardienne), c'est au RPR de se donner des allures sociales en proposant la retraite à 60 ans pour les femmes.

Si on est démagogue du côté du RPR, on sait aussi l'être pour pas cher. Car la condition de bénéficier de la retraite à 60 ans était d'avoir cotisé pendant 30 ans dans la proposition de RPR, délai qui a encore été prolongé par le gouvernement à 37 ans et demi, condition que 130 000 femmes seulement remplissent !

Le RPR peut même se vanter d'avoir entraîné les partis de l'Union de la gauche derrière son projet qui a été voté à l'unanimité. Mieux — ou pire — l'Humanité du lendemain a trouvé le moyen de crier à la victoire !

Voilà au moins un avertissement de plus, parmi bien d'autres, pour les travailleurs. Voilà quel genre de satisfaction nous réserve l'Union de la gauche. Rien dans son programme pour une réduction suffisante du temps de travail, pour laisser aux travailleurs le temps de vivre pendant les décennies de leur vie active ! (alors qu'aujourd'hui on ne devrait pas travailler plus de 6 heures par jour et 30 heures par semaine). Il y a seulement la vague promesse de rejeter un peu plus tôt de la vie active les travailleurs fatigués, usés par les dizaines d'années où leur vie se réduisait au temps passé entre les quatre murs des ateliers ou des bureaux et le transport dans des conditions pénibles.

Alors, rien d'étonnant que cette gauche, qui n'a rien à promettre aux travailleurs, en rien à applaudir les mesures proposées par le RPR. Mais n'a-t-elle donc pas peur que la droite lui vole tout son programme social ?

## L'AMIANTE TUE : un douzième mort chez Amisol, à Clermont-Ferrand

Amisol, c'est une vieille usine d'amiante qui a fermé ses portes en décembre 1974. Occupée depuis cette date, elle continue à tuer par l'asbestose, cette maladie du poumon, elle-même à l'origine de cancers variés.

C'est ainsi que viennent d'avoir lieu les obsèques du douzième travailleur mort depuis la fermeture, des suites directes de maladie professionnelle. Pour dénoncer ce scandale, la CGT avait

fait dresser place de Jaude, centre principale de la vie clermontoise, une chapelle ardente, et les passants avaient un registre de signatures à remplir. Dans certaines usines, des militants ont observé une minute de silence.

Mais le scandale Amisol, c'est aussi que les patrons locaux refusent systématiquement d'embaucher ceux qui travaillaient dans cette entreprise, parce qu'ils savent que des années passées

à respirer la poussière d'amiante compromettent irrémédiablement la santé.

Dans l'immédiat, les syndicats semblent décidés à continuer la dénonciation de ces scandales en préparant une campagne d'affiches et une manifestation. Quant au préfet, il vient de recevoir sur son bureau un sac de fils d'amiante, avec cette inscription : « danger de mort »...

Correspondant LO

### ALSTHOM SAINT-OUEN

## La direction contre-attaque

A la dixième semaine de débrayages quotidiens, non seulement la direction de l'Alsthom Saint-Ouen n'est pas près de céder, mais en plus elle passe à l'offensive en annonçant mardi 31 mai la mise en route de toute une série de mesures de répression.

En particulier, elle a convoqué pour la semaine prochaine une réunion extraordinaire du CE pour entamer une procédure de licenciement contre les délégués du personnel. De plus, depuis le début des mouvements, il y a eu de nombreux avertissements

et des mises à pied pour insuffisance de production, et il est question maintenant de réduire les salaires pour la même raison.

Face à cela, la CGT et la CFDT ont appelé mercredi 1<sup>er</sup> juin les travailleurs à « ne pas rester sans réagir », à ne pas admettre « l'intolérable politique des otages qui rappelle de trop fâcheux souvenirs ».

Mais si, en fin de compte, l'Alsthom peut en venir là, la responsabilité en incombe largement à la tactique des petits mouvements éparpillés et limités

que les dirigeants syndicaux ont préconisés depuis le début du mouvement. Ils jouent maintenant les étonnés, mais une telle réaction brutale de la direction était prévisible de la part d'un trust comme la CGE.

Les travailleurs de l'Alsthom font à leurs dépens l'expérience de la tactique désastreuse des syndicats. Mais s'ils en tirent les conclusions qui s'imposent, la direction, malgré les sanctions dont elle les frappe aujourd'hui, pourrait en payer le prix fort à l'avenir.

Correspondant LO

## L'Hôtel-Dieu a les pieds dans l'eau

Jeudi soir, les eaux de la Garonne sont venues forcer les portes de l'Hôtel-Dieu. Il existe bien des « portes blindées » pour obstruer le passage des eaux, mais quand on s'est décidé à les fermer, on s'est aperçu qu'elles n'étaient pas étanches ! Ces vieilles portes n'ont pas été vérifiées depuis des années. Heureusement que quelques membres du personnel ont pu isoler du matériel. Car l'administration ne s'en est guère souciée, ayant grande

confiance dans les fameuses portes !

Quant au plan ORSEC, tout le monde a pu voir qu'il était peu efficace, ayant été déclenché bien trop tard.

Tout le rez-de-chaussée est touché, ainsi que le service informatique. Les ascenseurs n'ont pas fonctionné vendredi et les brancardiers ont dû monter les malades par les escaliers.

Le bilan est donc lourd en fatigue et en travail supplémen-

taire pour le personnel, bien sûr, car on ne peut pas dire que l'administration ait mis la main à la pâte. En fin de compte, elle ne s'est guère souciée de l'inondation.

Voilà ce qui se passe dans un hôpital en 1977. Et pour le personnel, cela ne fait que commencer, car maintenant il va falloir nettoyer !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'Hôtel-Dieu de Toulouse.

### CREDIT LYONNAIS - RILLIEUX

## Les 35 heures pour tous !

La semaine dernière, plus d'une centaine d'entre nous sont sortis une demi-heure plus tôt que d'habitude tous les soirs, ce qui revient à faire une semaine de 37 h 30.

Et c'est vrai que cette demi-heure de temps de libre en plus n'est pas de trop. Mais ce n'est pas pendant une semaine qu'il nous faudrait faire cet horaire-là, ou même moins, c'est toute

l'année ! Et bien sûr avec le même salaire qu'en travaillant 40 heures.

La revendication de réduction de la durée du travail est d'ailleurs vraiment nécessaire aujourd'hui. Il est anormal qu'il y ait plus d'un million de chômeurs, alors que certains travailleurs font 40 heures et plus.

Ce qu'il faut, c'est répartir le travail entre tous.

Mais nous ne pourrions pas imposer cette solution au patronat et au gouvernement en nous contentant d'une demi-heure de grève par jour. C'est toute la classe ouvrière qui peut l'imposer par une lutte d'ensemble, une lutte déterminée.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du Crédit Lyonnais - Centre de Rillieux.

### CHEQUES POSTAUX - DIJON

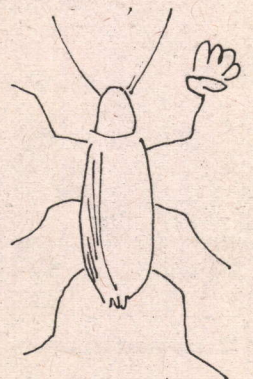
## Les cafards en lutte !

Les Chèques postaux ne sont pourtant pas bien drôles ni agréables, mais on a enfin trouvé quelqu'un qui s'y plaît, au point d'y rester à demeure. Mais bien sûr, ce ne sont pas des êtres humains, ce sont des cafards, qui ont envahi le réfectoire et qui l'occupent depuis des mois. Ils s'infiltrèrent dans le distributeur ;

on en retrouve dans nos boisons !

Alors, si vraiment ces « charmantes » bêtes s'incrémentent, nous allons finir par nous sentir en trop !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des Chèques Postaux de Dijon.



LUTTE OUVRIERE

## EXPULSIONS : ce n'est pas une question de statistiques

A la Chambre des députés, le ministre de la Justice, M. Peyrefitte, a eu le culot de se montrer satisfait de l'évolution du nombre des expulsions. D'après ses chiffres, dans la région parisienne, 5 232 expulsions ont été prononcées et 431 exécutées en 1976, contre 6 322 prononcées et 606 exécutées en 1975.

M. Peyrefitte est satisfait de ces statistiques. Il faut une sacrée dose de cynisme et d'égoïsme bourgeois pour se gargariser ainsi de chiffres. Car il y a quand même eu plus de cinq mille familles qui ont subi toutes les an-

goisses que provoque une menace d'expulsion, et plus de quatre cents qui ont été effectivement jetées à la rue, sans ressources.

De telles injustices, imputables ou non à la crise, il ne suffit pas d'en diminuer le nombre, il faut les interdire. Ce ne peut bien sûr être le fait de celui qui a pour rôle, comme ministre de la Justice, de faire appliquer la loi des propriétaires. Les travailleurs peuvent seuls imposer que leurs intérêts soient préservés, que les expulsions soient interdites.

A.R.



## L'avènement du bolchévisme

par Léon TROTSKY

Ecrit en 1918, Léon Trotsky présente ce livre ainsi : « C'est à Brest-Litovsk, dans l'intervalle des séances de la conférence de la paix, qu'ont été ébauchés les divers chapitres de cette esquisse, dont l'objet proprement dit est de faire connaître au prolétariat international les causes, la marche et la signification de la révolution accomplie en Russie au mois d'octobre 1917 ».

Ce livre n'avait pas été réédité en français depuis 1919, et cette réédition était bien nécessaire. Car, dans une petite brochure de 150 pages, sont résumés les grands problèmes qui se sont posés aux Bolchéviks depuis juin 1917 jusqu'à la signature du traité de Brest-Litovsk, au début de l'année 1918. Ainsi, sont passées en revue les journées de juillet, le soulèvement de Kornilov, la campagne pour le congrès des soviets, la lutte des Bolchéviks pour le pouvoir, les premiers jours du nouveau régime, les négociations de paix, etc.

Trotsky nous montre la fermeté des Bolchéviks, leur capacité à répondre aux aspirations des masses russes et de les mener vers la prise du pouvoir, la lâcheté et la démission politiques des Menchéviks et du Parti Socialiste Révolutionnaire devant la bourgeoisie. Ecrit dans le feu des événements, ce petit livre est imprégné de l'état d'esprit qui régnait dans les rangs des révolutionnaires bolchéviks. Mais, bien plus qu'un témoignage, c'est une analyse, faite par Trotsky, alors commissaire du peuple aux Affaires étrangères, et qui était destinée à la formation des cadres du Parti Bolchévik mais aussi, comme il l'écrira lui-même, « avant tout aux ouvriers de l'étranger ».

Près de soixante ans après, ce livre garde toute son importance et sa valeur.

Laurent GORDON.

L'avènement du bolchévisme, de Léon Trotsky - Ed. Maspéro - 12 F.



Lénine et des dirigeants bolchéviks, un an après la prise du pouvoir.

## Le pont inachevé

de Manès SPERBER

Après avoir relaté son enfance dans un premier volume (*Porteurs d'eau*) — qui n'était pas dénué d'intérêt malgré le côté un peu mystique de l'auteur —, Manès Sperber aborde, dans ce deuxième volume de son autobiographie, la période 1918-1933. C'est l'époque durant laquelle il a vécu les événements tumultueux de Vienne, puis, à partir de 1927, de l'Allemagne.

Mais sur ces événements, très importants puisqu'ils ont trait à la grande crise économique en Europe et surtout à la montée du fascisme en Allemagne, on apprend somme toute bien peu de choses. Et c'est sans doute parce que Manès Sperber, qui a pourtant milité dans des organisations de la jeunesse juive puis, par la suite, au Parti Communiste, s'intéresse finalement assez peu aux problèmes politiques.

L'essentiel de son livre est consacré à son évolution en tant que psychanalyste et disciple d'Adler (un des principaux disciples de Freud), à ses commentaires sur ses affinités avec un certain nombre de personnalités qu'il a croisées au cours de sa carrière, ainsi qu'à ses propres penchants et aptitudes. Le tout est présenté de manière peu claire, puisque le passé et le présent s'entremêlent souvent, procédé qui ne facilite pas la lecture.

Pourtant l'auteur montre assez bien, à plusieurs reprises, que

les grandes organisations ouvrières, dans des situations qui leur imposaient d'organiser une riposte du prolétariat, n'ont pas réagi et ont de ce fait désarmé les travailleurs face à la montée du fascisme. Il explique, essentiellement dans les dernières pages du livre, que la politique d'alliance avec les nazis contre les socialistes menée par le Parti Communiste Allemand à différentes occasions, ne pouvait être plus désastreuse.

Mais à aucun moment Manès Sperber ne cherche à comprendre pourquoi cette politique fut menée. De même, il dit avoir été choqué par un certain nombre de choses lorsqu'il a visité l'URSS en 1931. Mais là encore, il cherche moins à comprendre qu'à se justifier d'avoir fait partie plusieurs années de la « conspiration du silence » qui devait préserver l'URSS de toute critique.

Et aujourd'hui Sperber explique ces faits par le prétendu « caractère contre-révolutionnaire immanent et constitutif de tout parti », ce qui a l'avantage de lui éviter toute réflexion sérieuse à propos de ces partis, mais ce qui cache mal le fait qu'il s'intéresse finalement bien plus à lui-même qu'à la période et aux événements qu'il a vécus de 1918 à 1933.

Michèle DUCHENE

Le pont inachevé de Manès Sperber - Ed. Calmann-Lévy - 45 F.

## Construire un feu Histoire de la boxe

de Jack LONDON

Depuis que la collection 10/18 a entrepris la réédition des œuvres de London, on peut assister à un phénomène curieux. Le nombre d'étoiles qui détermine les tarifs des livres, correspondant en principe à la grosseur du volume, croît en fonction inverse du nombre de pages.

Qui plus est, ces deux recueils de nouvelles reprennent des textes déjà parus dans de précédents volumes. Notamment en ce qui concerne *Histoires de la boxe*, qui reprend deux nouvelles parues dans *Les temps maudits*. Construire un feu comporte aussi une nouvelle produite

dans *Souvenirs et aventures* du pays de l'or. A ce titre-là, avec le nombre de nouvelles qu'a écrites London, on peut varier les accouplements à l'infini. L'édition se porte vraiment bien !

Ceci dit, *Histoires de la boxe* nous vaut une série de reportages de London sur ce « sport », reportages dans lesquels percent à la fois le socialiste militant mais aussi l'aventurier épris par toutes sortes de combats, que ce soit contre la nature ou pour le plaisir de montrer sa force... Mais London prend bien soin de souligner que rien n'est jamais gratuit.

Dans *Construire un feu*, nous retrouvons le conteur du *Grand Nord sauvage* et implacable. La nouvelle qui donne son nom au recueil est le texte de London le plus souvent reproduit dans les anthologies. Le livre comporte plusieurs variantes de cette histoire vécue que relate London et on prend toujours plaisir à suivre le combat de l'homme aux prises avec la nature.

André JULLIARD.

*Histoire de la boxe et Construire un feu*, de Jack London - Ed. 10/18.

## L'affaire Alata : pourquoi on interdit un livre en France

de Hervé HARNON et Patrick ROTMAN

Sous ce titre, deux journalistes de *Politique-Hebdo*, Hervé Hamon et Patrick Rotman, viennent de publier aux éditions du Seuil un petit livre de cent pages qui dénonce la censure du livre de Jean-Paul Alata, *Prison d'Afrique*.

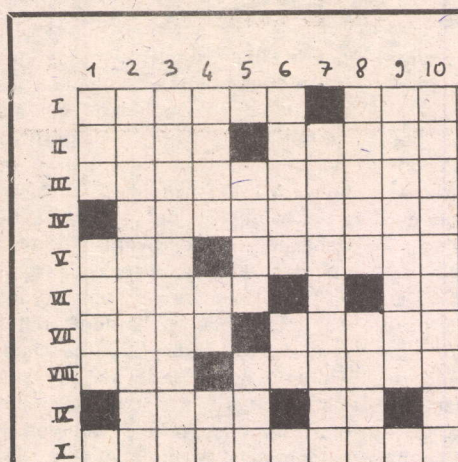
Jean-Paul Alata, ancien fonctionnaire français ayant choisi la nationalité guinéenne au moment de l'indépendance de ce pays, occupait un poste impor-

tant comme conseiller financier et économique auprès de Sékou Touré, lorsqu'il est à son tour victime d'une des purges du régime en 1971. Il connaît alors pendant cinquante-quatre mois les prisons du régime guinéen, la torture, les aveux forcés, les procès préparés d'avance... C'est ce dont Alata voulait témoigner par son livre. Mais le 22 octobre 1976, tous les exemplaires de *Prison d'Afrique* sont saisis à la sortie

de l'imprimerie, sur ordre du gouvernement.

Hervé Hamon et Patrick Rotman dénoncent, d'une manière parfois fastidieuse, cet aspect de la « démocratie française » chère à Giscard et expliquent les raisons d'intérêts économiques qui amènent le gouvernement français à interdire la publication d'un livre dénonçant le régime guinéen.

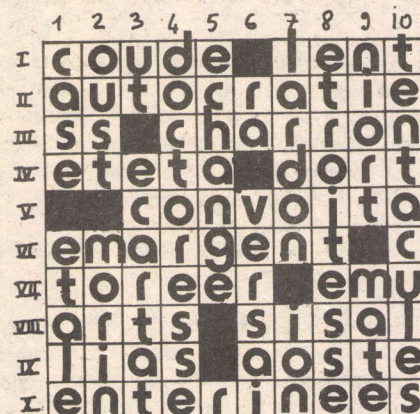
Olivier BELIN



## MOTS CROISES

**HORizontalement.** — 1. Travail avec une demoiselle - Sans modestie. — 2. Rendues à la fin - Construit. — 3. Tâches d'or sur un pré. — 4. Changement radical d'orientation. — 5. Son fil est apprécié - Donnerai mon appui. — 6. Dont le fil est fin - Epelée : monté. — 7. Prénom - A de l'estomac. — 8. Placé - Livre de cours. — 9. Curieux capitaine - Personnel. — 10. Ils sont fuis.

**VERTICALEMENT.** — 1. Préposition - Bout de temps. — 2. Elle peut vivre sur l'Atlantique ou le Pacifique. — 3. Mieux vaut ne pas goûter à elles. — 4. Roi mythique - Phonétiquement : baie - En un mot. — 5. Pas reconnue - Ni lui ni toi. — 6. Suit le vol - Demi-père. — 7. Elle a toujours quelque chose à la bouche. — 8. Ne pas perdre de vue - Assortir des couleurs. — 9. Elle a de l'accent. — 10. Des bourses qui permettent la vie.





AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN :

## SACCO ET VANZETTI



### sélection

#### Samedi 4 juin

**FR3 - 23 h 05 - Gheorghe Zamfir.** 25 minutes avec le joueur le flûte de pan roumain qui fut rendu célèbre notamment, par son interprétation de la musique du film *Le grand blond avec une chaussure noire*.

#### Dimanche 5 juin

**ANTENNE 2 - 18 h 10 - Conte ut : Le barbler de Séville.** Evocation de l'opéra-comique de Rossini, écrit en 1816, d'après la pièce de Beaumarchais.

**FR3 - 22 h 30 - Film : Les gâtés de l'escadron,** de Maurice Tourneur. Ce film qui date de 1932, c'est-à-dire des premières années du cinéma parlant, est inspiré de Courteline, qui donne ici dans le comique troupier. Il rassemble une distribution remarquable, puisqu'on y trouve Raimu, Fernandel et Gabin, qui étaient au début de leur carrière.

#### Lundi 6 juin

**ANTENNE 2 - 22 h 55 - L'huile sur le feu,** de Philippe Bouvard met face à face Alexandre Sanguinetti, dirigeant du RPR, et Louis Baillet, dirigeant du PCF, qui s'affrontent sur le problème de l'armée. Les paris sont ouverts : qui sera le plus nationaliste et le plus chauvin ?

#### Mardi 7 juin

**ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les**

Dossiers de l'écran proposent un débat sur le **Plan Marshall**. Les invités à ce débat ne sont pas encore connus au moment où nous écrivons, mais le film qui l'introduit l'est. Il s'agit de *Bienvenue, M. Marschall*, de Luis G. Berlanga, qui raconte sur le mode ironique l'attente de tout un village castillan qui espère du passage de Marshall une pluie de dollars. C'est une charge féroce et ironique.

#### Mercredi 8 juin

**ANTENNE 2 - 20 h 30 - Questions de temps : Giscard d'Estaing face aux jeunes.** Cela devient un vrai feuilleton à épisodes. Après Giscard face aux Français, face aux éboueurs, voici Giscard face aux jeunes. On attend la suite. Giscard face aux épiciers, face aux bonnes d'enfants, face aux accordeurs de piano, etc. Les occasions vont se multiplier d'ici mars 1978.

**ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film : Drame de la jalousie,** d'Ettore Scola, avec Marcello Mastroianni et Monica Vitti. Excellent film qui, sous couvert d'une histoire qui ressemble à un roman-photo, mélange d'humour et de tragique, raconte les désespoirs amoureux d'un maçon.

#### Jeudi 9 juin

**ANTENNE 2 - 20 h 35 - Film : Domicile conjugal,** de François Truffaut, avec Jean-Pier-

re Leaud et Claude Jade. La vie quotidienne d'un jeune couple.

**FR3 - 20 h 30 - Film : Une saison en enfer,** de Nelo Risi, avec Terence Stamp et Jean-Claude Brialy. La vie romancée du poète Arthur Rimbaud. **ANTENNE 2 - 22 h 05 - Magazine médical.** La première émission d'une série présentée par Pierre Desgraupes a pour thème « *Naître aujourd'hui* ».

#### Vendredi 10 juin

**FR3 - 19 h 40 - Tribune libre de la Ligue Communiste Révolutionnaire.** Elle sera consacrée au quotidien *Rouge*. **FR3 - 20 h 30 - L'émission « Vendredi »** a choisi pour thème « *La noblesse* » et présente les nostalgiques de l'Ancien Régime comme ceux qui sont de grands bourgeois (comme la famille Wendel), hormis la particule.

**ANTENNE 2 - 21 h 30 - Apostrophes.** Bernard Pivot a invité l'archevêque brésilien Dom Helder Camara et Léonide Pliouchitch, qui parlera de son livre *Dans le carnaval de l'histoire*.

**FR3 - 21 h 30 - Les mystères de la terre : Le secret des profondeurs,** avec la participation de diverses personnalités scientifiques.

**ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : Les sept Samourais,** de Akira Kurosawa. Un classique et un excellent film, racontant la résistance d'un petit village paysan japonais à une bande de pillards.

Les Dossiers de l'écran étaient l'occasion, mardi soir, de voir ou de revoir l'excellent film de Giuliano Montaldo retraçant l'histoire de ces deux militants anarchistes italiens, Nicolas Sacco et Bartolomeo Vanzetti, depuis leur arrestation le 5 mai 1920 à Boston, à la suite d'une machination policière, et leur long calvaire jusqu'à leur exécution sept ans après, en 1927. Ils furent exécutés pour des raisons politiques, sans l'ombre d'une preuve, parce qu'ils étaient anarchistes et que dans la « libre » Amérique des années 1920, c'était considéré comme un crime. Nicolas Sacco et Bartolomeo Vanzetti étaient deux travailleurs émigrés aux Etats-Unis, deux travailleurs qui faisaient de la politique et luttaient pour un monde meilleur. A l'époque où la Révolution russe triomphait et où les idées révolutionnaires gagnaient les travailleurs de tous les pays, le gouvernement américain lançait une vague d'arrestations contre les « rouges ». Le ministre de la Justice américain, Palmer, s'illustra dans les « raids » contre les militants ouvriers. Il y a des milliers d'arrestations et d'exilés.

Et le film montrait bien le sens du combat de Sacco et Vanzetti. Ils sont morts en militants ouvriers, parce qu'ils luttèrent pour un monde meilleur débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme et débarrassé des guerres.

Dans le débat qui a suivi, le petit-fils de Sacco était venu affirmer sa conviction, ainsi que celle de sa famille, vivant toujours à Boston, de l'innocence de Sacco et Vanzetti. D'Italie était également venue la sœur de Vanzetti, avec un membre de son comité, qui lutte toujours pour la réhabilitation des deux condamnés à mort.

Mais très rapidement, les journalistes et les historiens américains et français, en prenant violemment parti en faveur de la justice américaine, en prétendant que le procès avait été un « procès juste », ont redonné une actualité significative à l'affaire. Cinquante ans après, c'est avec la même hargne anti-communiste, avec la même mauvaise foi hypocrite et bien-pensante que les défenseurs de l'Amérique tentaient de justifier l'ignoble procès, sans apporter le moindre fait à l'appui de leurs affirmations. Ils étaient cinq à répéter que la justice américaine est la meilleure du monde, que l'Amérique a « *plus de grandeur que de faiblesses* », et cela à la suite d'un film qui démontrait précisément le contraire et se terminait par l'atroce mise en scène de l'exécution de Sacco et Vanzetti. Et Lederman, avocat et membre du Parti Communiste, a eu fort à faire et pas assez de temps de parole pour riposter. Il fut en effet le seul à apporter des faits probants et à prendre la défense de Sacco et Vanzetti.

L'attitude impudente et satisfait d'eux-mêmes des défenseurs du régime américain était particulièrement révoltante et bien significative de la part des défenseurs d'un régime capitaliste, où les exploités fortunés sont respectés et idéalisés, et où les pauvres peuvent être condamnés à mort parce qu'ils se battent pour un avenir meilleur. Et dans ce débat, où les défenseurs de l'ordre bourgeois osaient justifier publiquement un crime perpétré il y a cinquante ans, il n'y avait pas d'autre possibilité que de choisir le camp des opprimés qui luttent, le camp de Sacco et Vanzetti.

Stéphane LAROCHE.

## EXPOSITIONS

### Histoire naturelle de la sexualité



Qu'est-ce que la sexualité chez les animaux et les végétaux ? Quel rôle joue-t-elle dans la reproduction et l'évolution des espèces vivantes ? Telles sont les principales questions traitées dans le cadre de l'exposition qui se tiendra à Paris jusqu'au 3 janvier 1978, dans une salle du Muséum National d'Histoire Naturelle. Bien qu'évoquant des problèmes souvent peu connus du grand public et souvent encore aujourd'hui absents des manuels scolaires d'histoire naturelle, cette exposition mérite absolument une visite.

Elle fait appel à toutes les techniques audio-visuelles et les auteurs de l'exposition ont accompli un travail considérable pour présenter, avec clarté et souvent avec humour les diverses manifestations de la sexualité dans le monde vivant, l'homme compris. Les nombreux dessins et films projetés sur des écrans de télévision enchantent petits et grands et donnent à tous l'envie d'en savoir plus sur les animaux et les plantes que les citadins ont désappris d'observer. Il ne faut pas la manquer.

Pierre VERNANT



# FILMS FILMS FILM

## ● Ben et Benedict

de Paula DELSOL

Ben est une étudiante en médecine, issue d'un milieu modeste. Elle vit avec un ouvrier un peu « loubard », plein de mépris pour les femmes. Quand Ben s'aperçoit qu'elle attend un enfant, elle se résigne à épouser son compagnon. Ce mariage, vécu comme une obligation, est un fiasco, aussi bien pour le mari qui se sent piégé que pour Ben, sur laquelle retombent toutes les difficultés du ménage. Elle doit bientôt abandonner ses études et, pour elle, la vie n'est plus désormais qu'une suite de peines et de fatigues.

Alors, elle imagine ce qu'au-

rait été sa vie si elle avait épousé l'étudiant en médecine qui la courtisait. Elle se représente la vie de son double imaginaire, qu'elle nomme Bénédicte. Et l'auteur du film nous montre alors la vie parallèle de ses deux héroïnes : la vraie Ben, et la mythique Bénédicte.

Au début, la vie de Bénédicte ressemble à une image d'Épinal, comparée à la vie de Ben. Bénédicte est l'objet de l'adoration de son mari, tandis que Ben est humiliée et délaissée. Mais peu à peu le mariage bourgeois se transforme en cage dorée pour Bénédicte : elle ne travaille plus,

devient femme « d'intérieur », décorative et choyée comme un animal domestique. Elle voit s'éteindre sa personnalité et ses rêves. Pour Ben, la souffrance n'est pas que morale. Pour éviter un deuxième enfant, elle a recours à l'avortement clandestin et elle échoue, mourante, sur un lit d'hôpital.

L'auteur du film a voulu montrer que la bourgeoise, pas plus que la femme qui travaille, ne peut régler ses problèmes. Le parallèle est fait sans excès, puisque le film est surtout centré autour de Ben qui, pour faire vivre le ménage et élever son en-

fant, se débat au milieu des pires difficultés et mène une existence sans joie.

Paula Delsol n'est guère optimiste et elle a choisi de nous présenter une femme particulièrement résignée et un homme au comportement odieux. Mais la vie réelle ne manque pas de cas semblables et les dialogues sonnent souvent très juste. La vie qui est celle de beaucoup de femmes est évoquée d'une façon touchante et simple.

Un film à voir.

Yvette BLONDIN.

Cinéma 14-Juillet, 6°.

## sélection

### FILMS RECENTS :

**ADOPTION**, de M. Meszaros.

La vie quotidienne d'une ouvrière de 42 ans en Hongrie aujourd'hui.

Saint-André-des-Arts (6°).

**LA QUESTION**, de L. Heynemann.

Les parachutistes de Mas-su à l'œuvre en 1957, en Algérie.

Impérial, 2° - Quartier Latin, 5° - Montparnasse-Pathé 74, 14°.

**LE DIABLE DANS LA BOITE**, de Pierre Lary.

Un cadre se bat contre son licenciement. Un film à la fois drôle, émouvant et féroce contre les patrons qui licencient.

UGC Opéra, 2° - Monte-Carlo, 8° - Panthéon, 5°.

**LA COMMUNION SOLENELLE**, de R. Féret.

L'histoire d'une famille de petites gens de 1900 à nos jours en Picardie.

UGC Opéra, 2° - Odéon, 6° - Biarritz, 8° - Trois Haussmann, 9° - 14-Juillet, 11° - Bienvenue et Trois Murats, 16° - PLM St-Jacques, 14°.

**QUAND J'AURAI VINGT ANS, JE SERAI HEUREUX.**

Courts métrages de Carre, Pilard, Auer et Haudiquet sur la vie des jeunes.

La Clef, 5°, à 12 et 24 h.

**EMITAI**, de Sembene Ousmane.

L'exploitation coloniale d'un petit village du Sénégal pendant la Deuxième Guerre mondiale.

St-André-des-Arts, 6° - 14-Juillet - Bastille, 11°.

**LES AMBASSADEURS**, de Naceur Ktari.

La vie des travailleurs immigrés dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris.

Studio de la Harpe, 5° - Jean-Renoir, 9°.

**PAIN ET CHOCOLAT**, de F. Brusati.

Un émigré italien en Suisse. Humour, amertume et réalisme.

St-Michel, 5° - Luxembourg, 6° - Biarritz, 8°.

**DERSOU OUZALA**, de A. Kurosawa.

L'homme face à la nature dans la taïga sibérienne.

Capri, 2°, Arlequin, 6°.

**NETWORK**, de S. Lumet.

Une satire de la télévision américaine.

Publicis Elysées, 8°.

### FILMS ANCIENS :

**ROCKY**, de J.G. Avildsen.

Aux USA, le monde de la boxe vu au travers des sangs-grades.

Gaumont-Colisée, 9°.

**L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS**, d'A. Varda.

Le cheminement du féminisme français vu à travers la vie de deux femmes.

Quintette, 5° - Calypso, 17°.

**LE CHAGRIN ET LA PITIE**, de M. Ophüls.

Un documentaire de quatre heures sur la vie d'une ville de province pendant la dernière guerre mondiale.

Studio Bertrand, 7°.

Deux films de Costa Gavras en alternance à la Pagode, 7° : **Etat de siège** (jeudi, samedi, lundi) et **« Z »** (mardi, mercredi, vendredi, dimanche).

## ● Le dernier baiser

de D. GRASSIAN

Un jour, une femme saute dans un taxi pour se rendre à un rendez-vous qui semble urgent. Mais une fois à destination, il s'avère

qu'elle veut faire suivre son mari volage. Au volant du taxi se trouve une autre femme, Annie Girardot, qui accepte d'autant

plus volontiers de prêter son concours à cette filature qu'elle a connu les mêmes déboires sentimentaux. Elle ne sait pas que la poursuite va se transformer en escapade puisque, sur les traces de l'infidèle, le taxi arrive jusqu'en Belgique.

Bien sûr, ce film joue sur la complicité qui s'établit entre la « chauffeuse » et sa bourgeoise de cliente, noyée dans ses zibelines. A certains moments, une véritable émotion passe la rampe. Mais la course est bien longue dans cet éternel taxi. Et la cliente a beau changer souvent de fourrure, il n'y a rien de plus monotone qu'un G7 qui passe et repasse en tous sens sur l'écran.

Yvette BLONDIN

Berlitz (2°) - Cluny Palace (5°) - Montparnasse 83 (6°) - Ambassade (8°) - Fauvette (13°) - Cambonne (15°) - Mayfair (16°) - Clichy Pathé (18°) - Gambetta (20°).

## Carrie

de Brian de PALMA

Carrie, adolescente américaine timide, bouc-émissaire de ses compagnes de classe, trouve une issue à ses complexes en envoyant des couteaux et autres objets divers dans le corps de ses ennemis en tout genre, par la seule force de sa pensée. Un Uri Geller féminin au Grand Guignol, en quelque sorte. Les pouvoirs maléfiques de la douce enfant deviennent de plus en plus sanglants. Comme quoi il faut toujours se méfier de l'eau qui dort...

Ceux qui n'éprouvent aucun trisson de plaisir à l'étalage de peinture rouge et que la vocation de lanceur de couteaux n'inspire pas ne sont pas obligés d'aller s'ennuyer ferme avec ce film « d'épouvante à suspens », conformiste à souhait.

Huguette CHEVIREAU

Saint-Germain-Huchette (5°) - Marbeuf et Marignan (8°) - Gaumont Opéra (9°) - Athéna (12°) - Montparnasse (14°) - Calypso (17°).



# EXPOSITIONS EXPOSITIONS

## L'Islam dans les collections nationales

L'Islam, religion fondée par Mahomet au VII<sup>e</sup> siècle de notre ère, a rapidement conquis la plus grande partie du monde connu alors et s'y est le plus souvent maintenu jusqu'à nos jours. Il a donné aux arts de ces pays une certaine unité, malgré toutes les différences géographiques, historiques et politiques. C'est cette unité que se propose de montrer l'exposition présentée au Grand Palais, à partir des chefs-d'œuvre contenus dans les musées français.

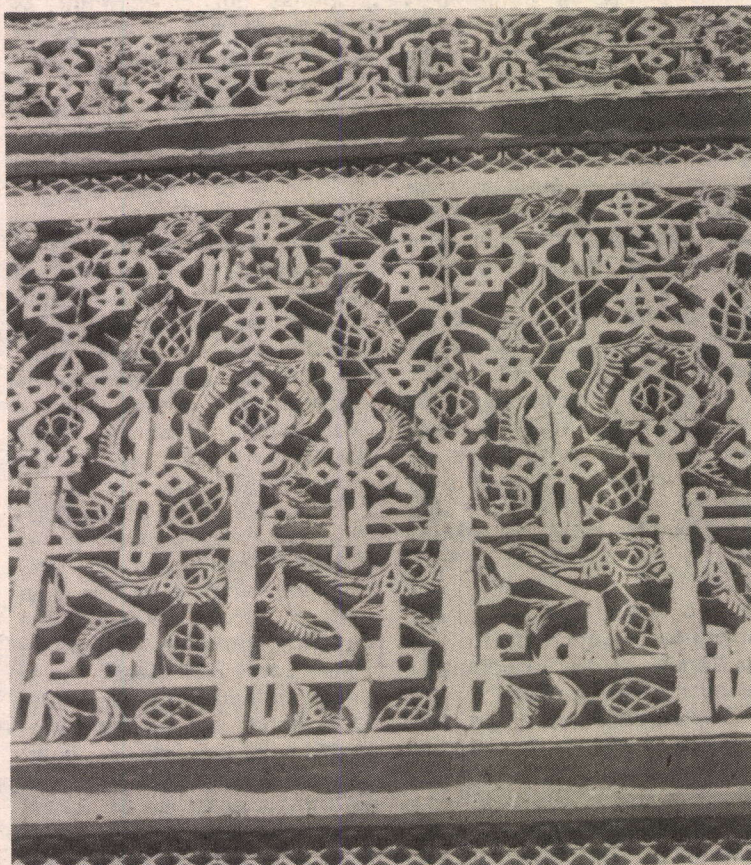
Dès l'entrée, un montage audio-visuel sur l'architecture rappelle la richesse et la variété de l'urbanisme islamique, de l'Alhambra de Grenade au Taj Mahal, en Inde. Après les salles consacrées à l'arabesque et à l'écriture arabe, sont présentés les divers aspects

de la vie : religion, Etat, distractions, guerre, vie intellectuelle, etc. On termine par une revue des grandes civilisations de l'Islam moderne : Maghreb, Iran, empire ottoman et Inde mongole.

Manuscrits précieux, miniatures, tableaux, bois travaillés, ivoires, céramiques, verres, bijoux, cuivres, armes, tapis, étoffes : autant de témoignages magnifiques d'un grand courant de civilisations.

Vincent GELAS

L'Islam dans les collections nationales au Grand Palais, M<sup>e</sup> Champs-Élysées-Clemenceau, jusqu'au 22 août - Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 20 h (22 h le mercredi) - Entrée 8 F (réduction 4 F) - 5 F et 2,50 F le samedi.



A l'Alhambra de Grenade, un motif typique de l'art islamique.



## Angola

# Rivalités au sommet, répression dans les bidonvilles



Quand les travailleurs de Luanda manifestaient leur soutien au régime de Neto qui, aujourd'hui, les réprime.

L'Angola, cette ancienne colonie portugaise devenue indépendante il y a un peu plus de deux ans, après une longue lutte d'indépendance nationale, vient de connaître une grave crise de direction.

Deux des principaux dirigeants du MPLA, parti unique au pouvoir, Nito Alves et José Van Dunem, sont en fuite à la suite, semble-t-il, d'un coup d'Etat manqué. La chasse contre leurs partisans est ouverte et des harangues radiodiffusées invitent la population à démasquer les « fonctionnaires criminels ».

Agostinho Neto, le président en exercice, s'est donc débarrassé de deux rivaux.

Mais ce qui aurait pu être une simple révolution de palais ratée s'est prolongée par une répression massive dans les faubourgs populaires de Luanda, capitale de l'Angola, où les deux hommes éliminés bénéficiaient d'une certaine popularité.

C'est une nouvelle phase aiguë qui fait suite à toute une série de soubresauts et de rivalités au sein même du MPLA, rivalités venues se superposer aux luttes sanglantes que menaient depuis des mois, les uns contre les autres, les différents partis nationalistes, FNLA, UNITA et MPLA, qui prétendaient au pouvoir.

En effet, après douze ans de guerre de libération contre le joug colonial portugais, la mise en place de l'indépendance a posé d'énormes problèmes. Les organisations nationalistes rivales ont entraîné le pays dans une guerre civile qui a rapidement dépassé le cadre même de l'Angola, par les implications que devait avoir l'issue même du combat au niveau de l'équilibre politique de toute cette partie de l'Afrique, jusque-là dominée par les régimes racistes et réactionnaires blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud.

Le parti de Neto, le MPLA, réussit à s'imposer, bien que d'importantes zones aient continué à échapper à son influence, parce qu'il avait trouvé l'appui de la capitale et, en

particulier, celui du petit peuple des faubourgs, armé et organisé en milices depuis des mois pour se protéger de l'extrême-droite.

Malgré des dissensions internes de vieille date qui avaient bien diminué ses effectifs, le MPLA se trouva le mieux placé, lors de l'indépendance, dans la course pour le pouvoir et put, grâce à ce soutien de Luanda, se revendiquer de la légitimité nationale. Or le petit peuple noir des bidonvilles qui, avec enthousiasme, a mis ses armes au service du MPLA a, depuis lors, vu toutes ses illusions tomber.

Le fossé entre la nouvelle bourgeoisie noire et les plus pauvres n'a cessé de grandir.

Alves et Van Dunem semblent avoir voulu, par quelques attitudes démagogiques et par des phrases radicales, canaliser à leur profit la déception des masses pauvres des faubourgs. Ils l'ont fait en détournant vers la rivalité ethnique les ressentiments des masses noires contre la petite-bourgeoisie métisse qui avait pris la place des colonialistes dans tous les rouages de l'appareil d'Etat.

Tout en se ménageant des appuis dans les forces de police et dans l'armée, tout en plaçant ses supporters à divers échelons de l'appareil d'Etat, Alves tenta de s'imposer. Il n'a pas réussi. Il fut dans un premier temps écarté du Bureau politique du MPLA. Ses partisans furent à leur tour écartés de leurs postes officiels, la police secrète épurée. Après une violente campagne contre l'actuel gouvernement, dont il accuse des membres influents de corruption, il fut taxé de fractionnisme, accusé de mettre des réseaux armés clandestins sur pied, écarté pour cette raison du Comité central et dépossédé de ses prérogatives.

Emprisonné avec Van Dunem à la maison d'arrêt de San Paulo, il aurait été libéré par ses hommes et aurait tenté de marcher sur le palais présidentiel en entraînant la population des bidonvilles. Les forces armées de Neto eurent

cependant le dessus.

Un rival écarté, les faubourgs un peu plus muselés : le régime de Neto qui s'est targué, au moment de l'indépendance, d'être un régime populaire, fait un pas de plus dans la dictature. Il en a profité pour annihiler par la répression toute forme d'opposition pouvant se cristalliser autour des « fractionnistes ».

Le peuple d'Angola connaît ce que tant de peuples colonisés ont connu. Après des années de guerre et de sacrifices pour se débarrasser de l'oppression coloniale, il a porté au pouvoir un régime qui ne représente en rien, au-delà de la question d'indépendance nationale, les intérêts des plus pauvres.

Au-delà de l'aventure de Alves et de Van Dunem, le petit peuple de Luanda est en train de se rendre compte, par la force et dans le sang, qu'il a été grugé. Qu'il s'est battu les armes à la main pour porter au pouvoir un régime et des hommes qui, aujourd'hui, se retournent contre lui. Et ils peuvent se retourner contre lui parce que, aujourd'hui, c'est la police et c'est l'armée de Neto, appuyées par les Cubains, qui ont ces armes que le peuple des faubourgs n'a pratiquement plus.

L'Angola illustre, une fois de plus, tragiquement, que si les ouvriers et les paysans pauvres de pays dominés par l'impérialisme veulent se libérer, il ne faut pas seulement qu'ils prennent les armes, mais il faut qu'ils s'en servent dans leur propre intérêt au service d'une politique qui soit la leur.

Mais cela exige un parti révolutionnaire, qui exprime et défend résolument les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres. Cela exige que ce parti combatte le nationalisme, parce que c'est au nom de ce nationalisme, de l'intérêt national, que les représentants politiques de la bourgeoisie noire angolaise, les Neto mais aussi les Alves, ont embrigadé les travailleurs et les paysans pauvres sous leur bannière.

Anne GARBE.

## Rhodésie

# Les assassins du dernier quart d'heure

Pour la troisième fois depuis moins d'un an, l'armée rhodésienne a officiellement pénétré dans le territoire du Mozambique à la poursuite de guérilleros nationalistes de la Zanla (Armée de libération nationale africaine du Zimbabwe). Elle aurait détruit plusieurs de leurs bases, l'une proche de la frontière, les deux autres à près de 100 km à l'intérieur du Mozambique. Et, à l'heure où nous écrivons, cela fait quatre jours que l'armée rhodésienne opère ainsi sur le territoire du Mozambique.

Selon le gouvernement de Salisbury, trente-deux guérilleros auraient été tués et des quantités importantes d'armes récupérées.

Mais ce ne sont évidemment pas ces opérations militaires menées à grand renfort de publicité qui, pour spectaculaires qu'elles soient, mettront fin à la lutte des nationalistes rhodésiens, qui se battent depuis quatre ans les armes à la main pour renverser la dictature de la petite minorité blanche sur l'ensemble du pays.

Le gouvernement de Ian Smith sait bien qu'il ne peut l'emporter militairement, car la révolte à laquelle il a à faire face ne se limite pas à quelques commandos infiltrés à partir du Mozambique. C'est celle de tout un peuple opprimé. Ian Smith sait que son régime est condamné et les raids en territoire mozambicain n'ont pas tant un objectif militaire qu'un but politique.

Et il est significatif que ce soit au moment où les négociateurs anglais et américains, John Graham et Stephen Low, rencontreraient Robert Mugabe (l'un des dirigeants du Front patriotique) après trois jours de discussion avec le gouvernement rhodésien, que l'opération militaire en Mozambique était déclenchée.

Rappelons que le raid précédent contre le Mozambique avait eu lieu pendant la conférence de Genève consacrée à l'avenir de la Rhodésie.

C'est dire que les opérations militaires de Ian Smith sont surtout destinées à servir de contrepoint aux manœuvres diplomatiques. En effet, si la lutte des Noirs a obligé Ian Smith à s'asseoir à la table des négociations, celui-ci n'est pas pressé de céder sa place à la tête du gouvernement rhodésien. La date à laquelle se fera la passation des pouvoirs à un gouvernement de la majorité noire, dans quelles conditions les Blancs céderont le pouvoir : c'est justement là l'enjeu des négociations. Et en dernier ressort, c'est le rapport de force sur le terrain qui en décidera. En déployant la sienne, le gouvernement rhodésien veut montrer qu'il n'est pas acculé. Il cherche à renforcer sa position pour être mieux à même de faire valoir ses exigences. Il veut montrer aux USA qu'il est toujours là et bien là, et qu'il faut compter avec lui.

Et l'anathème de Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, contre ce « gouvernement illégal » de Rhodésie qu'il a sommé de se retirer du Mozambique, ne risque guère d'impressionner Ian Smith.

Ainsi, c'est en accumulant les cadavres de nationalistes noirs et en prolongeant les souffrances de tout un peuple que Ian Smith se maintient encore au pouvoir. Et cette politique criminelle ne peut que renforcer la haine entre la majorité noire et les Blancs de Rhodésie. Elle prolonge peut-être l'agonie du régime raciste. Mais elle contribue à en rendre la chute plus inévitable et plus douloureuse.

Dominique CHABLIS

## Exécution en Afrique du Sud

Le régime raciste d'Afrique du Sud vient de commettre un nouveau crime odieux. Un nationaliste noir de Namibie — colonie de fait de l'Afrique du Sud — vient d'être pendu. Blessé au cours d'un affrontement avec la police, il était resté paralysé du bassin. C'est sur une chaise roulante qu'il a comparu au procès. Il était accusé du meurtre d'une famille de quatre Blancs en Namibie.

Le régime de Pretoria a peut-être par cette lâche exécution voulu faire un exemple. Mais il a surtout voulu faire un geste politique d'indépendance vis-à-vis des puissances impérialistes, et en particulier des USA. Les cinq grandes puissances membres du Conseil de sécurité sont en effet intervenues les unes après les

autres auprès de Vorster pour empêcher l'exécution. Mais surtout celle-ci a lieu après la rencontre à Vienne du vice-président américain Mondale avec Vorster, rencontre au cours de laquelle les Etats-Unis avaient exigé que le gouvernement sud-africain s'engage à accepter l'indépendance de la Namibie.

L'exécution d'un nationaliste namibien est la réponse de Vorster qui ne veut pas paraître accepter les exigences des USA. Il est probable que Vorster finira tout de même par en passer par les exigences américaines. Mais, en attendant, le gouvernement raciste d'Afrique du Sud réprime et massacre pour maintenir l'ordre ségrégationniste.

Gaston DEVAU.